Vol 13 # 02 • Du 17 au 23 juillet 2019 Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

Koripsyon : Manda konparisyon pou kèk prezime enkilpe !

Page 6

English

Page 9



LA DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DE L'OUEST EN GRÈVE !



Voir page 3

A l'Arcahaie, des employés du centre de recherche et de livraison de documents d'identité (CRLDI) sont également entrés en grève le lundi 15 juillet 2019 réclamant eux-mêmes 26 mois de salaires



Hommage au mapou Michel Hector (1932-2019) : Professeur, historien et militant politique !

Page 7

TAIWAN TENTE DE RENFORCER JOVENEL !



Voir page 3

De gauche à droite: le président taïwanais, Tsai Ing-wen et son homologue haitien Jovenel Moise. Sa visite éclair n'a peut-être que contribué à mettre en lumière la faiblesse croissante de Moïse e président taïwanais, Tsai Ing-wen



Les États-Unis d'Afrique, c'est pour quand ?

Page 10-11



Les travailleurs d'Amazon marquent le Prime Day par des grèves et manifestations !

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Frantz Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Ing. Roosevelt René
Robert Lodimus
Luckner Elysée Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Le peuple : une force, une voix qui dérange !

Par Berthony Dupont

Malgré les tracasseries quotidiennes, la misère abjecte, l'insécurité programmée, malgré tous les moyens mis en œuvre par les classes dominantes du pays pour parvenir à briser toute velléité de lutte pour le changement, le peuple haïtien tient mordicus et ne veut guère plier l'échine.

Aussi n'est-il pas fondamental que l'on puisse saisir les raisons qui sont à la base des difficultés actuelles qui nous empêchent d'engager des réflexions profondes sur les problèmes qui se posent contre la transformation de la société haïtienne, son indépendance alimentaire et son développement économique pour assurer une amélioration réelle du niveau de vie de la population ?

Ces derniers temps, la moindre manifestation populaire a été réprimée, l'arbitraire est vigoureusement instauré et c'est par la force de la terreur et de la corruption ajoutée à la fraude que le pays est dirigé. Le pouvoir continue d'enfoncer le peuple dans l'abime social et le déclin salarial sous les griffes du FMI et de l'implacable offensive des forces impérialistes.

En effet, de graves crimes qui se sont commis contre le peuple vivant dans les quartiers misérables sont vérifiables et vérifiés tels que le massacre à la Saline. Une telle répression est entretenue à dessein. Il s'agit de provoquer le peuple, de l'entretenir enserré dans un carcan de peur, de détresse et de division de sorte qu'il disparaisse du paysage politique et laisse le champ libre aux usurpateurs du pouvoir. Ces hommes et femmes d'une certaine classe se taillent d'appréciables fortunes en pillant les ressources de l'Etat et dilapidant le fonds Petrocaribe sans même réaliser un minimum de garantie sociale.

C'est précisément cette double supercherie, ajoutée justement aux interminables promesses jamais tenues, aux mises en scène et scénarios grotesques qui ont fini par lasser, bouleverser la population et soulever des étudiants contre le régime des bandits légaux imposés par les Etats-Unis d'Amérique. Le rapport de la Cour supérieure des comptes et du Contentieux Administratif a lui-même mis le feu aux poudres jusqu'à pousser le peuple à prendre position sans se laisser mener vers aucune cohabitation, ou aucun compromis avec les présumés inculpés.

Ce sont là autant de raisons si quelques foyers incandescents de la résistance haïtienne joints aux refus du peuple de se laisser faire ont pu quand bien même se maintenir dans tous les coins du pays pour faire face aux complots de toutes sortes tramés par la réaction qui a maintenu le pays dans un véritable état de siège.

A ce compte, ce serait un fort tort de considérer la révolte des Petro challengers, cette force, cette voix très jeune qui se sent menacée, comme une réaction relativement isolée des masses souffrantes ne reflétant que très partiellement ou non l'opinion populaire.

Les jeunes sont un atout positif pour l'avenir, à condition, bien entendu, qu'on les incite à s'organiser et à s'engager davantage à plus de vigilance, de détermination et de conviction, de façon à les rendre moins vulnérables aux multiples trahisons et manipulations des partis traditionnels et du statu quo économique préparé et soutenu par Washington, Paris et Ottawa.

Certainement, les partis d'opposition pour leur propre raison ont joué une partition en apportant leur quote-part dans ce mouvement, mais ils ne sont pas la force déterminante pour la rupture totale avec la politique corruptrice. Nous ne pouvons en aucune circonstance mettre leurs fruits dans le même panier que ceux des jeunes qui refusent la soumission, la résignation et l'incapacité à réagir. Les petro challengers ont, en un sens, facilité qu'une petite brise d'espoir souffle en remettant carrément en question non seulement la politique de certains partis de l'opposition traditionnelle, mais aussi l'ensemble de la stratégie défaitiste mis en branle pour satisfaire les intérêts des puissances impérialistes.

La réaction héroïque, rouge du sang Dessalinien, des membres de la communauté haïtienne de Montréal en interrompant avec fracas et forte argumentation le mardi 16 juillet 2019 la conférence de presse de Mélanie Joly la ministre du Tourisme, des Langues officielles et de la Francophonie du Canada, en la dénonçant publiquement du soutien de son pays au régime pourri et vomi par la majorité du peuple haïtien en est une preuve palpable.

Le peuple est une voix, une force qui dérange, mais il faut qu'il rejoigne, dans ses revendications, les travailleurs des Administrations publiques exigeant leurs arriérés de salaire, de meilleures conditions de travail et notamment ceux travaillant dans des conditions encore plus dramatiques d'exploitation dans les industries d'assemblage.

Attention, on n'est pas au terme du malaise, car il persiste et persistera encore puisque les conditions subjectives capables d'harmonier et d'accompagner le peuple, quand il entonnera à l'unisson l'hymne de la lutte de libération nationale, ne sont pas encore remplies.

En dépit de toutes ces difficultés, des progrès significants sont enregistrés. Ce n'est pas encore un revirement révolutionnaire, mais c'est important déjà, quand on sait de quels espoirs la lutte du peuple est porteuse !

Taiwan tente de renforcer Jovenel !

Par Kim Ives

Le samedi 13 juillet, le président d'un «pays» presque totalement méconnu des nations du monde a rendu visite à un autre président, presque totalement méconnu de son peuple.

Le président taïwanais, Tsai Ing-wen, a effectué un court arrêt de quatre heures en Haïti, au cours duquel il n'a rencontré que pendant 20 minutes le président haïtien assiégé, Jovenel Moïse. «Taiwan est un ami fidèle et un partenaire fidèle pour Haïti. Nous accompagnerons Haïti sur la voie du développement», a déclaré Tsai, qui a visité le Palais national et le Musée du Panthéon national (MUPANAH), ainsi qu'une infortunée foire commerciale Taiwanaise organisé epar le ministère des Affaires étrangères de Taïwan et le Conseil de développement du commerce extérieur de Taiwan (TAITRA) à Port-au-Prince.

Mais ses propos étaient presque aussi superficiels et inefficaces que l'aide éventuelle à fournir par Taiwan: un prêt de 150 millions de dollars seulement pour un projet d'électrification destiné à la construction de micro-réseaux régionaux et de sous-stations neuves et rénovées.

«Il existe un projet de distribution d'électricité dans 51 villes et dans la région métropolitaine. Je parle de la construction d'un réseau pour la région métropolitaine, de Bois-Neuf à Léogane», a déclaré le président doublement inculpé Jovenel Moïse.

Cependant, le projet n'aboutira pas. Le Parlement haïtien ne l'a pas encore approuvé. De nombreux législateurs haïtiens ont les yeux sur les développements fantastiques qui se déroulent à proximité en République dominicaine qui a abandonné la République de Chine (comme Taiwan s'appelle elle-même) pour établir des relations diplomatiques et économiques avec la Chine en mai 2018. Depuis lors, la Chine a offert à la République dominicaine 3 milliards de dollars de prêts et d'intégration dans son initiative mondiale «One Belt, One Road», qui prévoit le développement d'infrastructures et des investissements dans 152 pays et organisations internationales en Asie, en Europe, en Afrique, au Moyen-Orient et dans les Amériques.

Dans le même temps, la Chine a offert à Haïti 4,7 milliards de dollars pour réhabiliter complètement l'infrastructure enchevêtrée et en ruine de la capitale, Port-au-Prince.

Haïti est l'un des 16 pays (sur 195, 17 si l'on compte le Saint-Siège du Vatican) qui reconnaît la République de Chine au lieu de la Chine proprement dite. Taiwan est une province insulaire de la Chine qui s'est détachée lorsque le dictateur Chiang Kai-shek s'y est réfugié après la révolution chinoise de 1949. Depuis lors, Taiwan est un État-client virtuel et un protectorat des États-Unis. La subversion par Washington de la détermination de la Chine à réintégrer Taïwan pourrait devenir l'une des étincelles qui déclencherait la Troisième Guerre mondiale.

En mai 2018, Jovenel Moïse a dirigé une délégation de 30 personnes pour une visite d'une semaine à Taiwan. Il est revenu les mains presque vides. Taiwan maintient son emprise par le biais de petits projets de corruption stratégiques plutôt que par de grands projets.

La visite de Tsai en Haïti a été extrêmement brève, probablement parce que la sécurité dans la capitale est très mauvaise et que le président Moïse est politiquement tellement toxique. Presque chaque semaine, de grandes manifestations secouent Port-au-Prince et d'autres villes pour exiger sa démission. Même ses anciens alliés politiques, symbolisés par le sénateur Youri Latortue, l'abandonnent pour rejoindre l'opposition.



Le président de Taiwan, Tsai Ing-wen a passé quatre heures de temps en Haïti (11 millions d'habitants)


Tsai a effectué une visite de quatre jours à Saint-Kitts-et-Nevis (environ 56 000 habitants)


En mai 2018, Jovenel Moïse a dirigé une délégation de 30 personnes pour une visite d'une semaine à Taiwan

Contrairement à sa visite de quatre heures en Haïti (11 millions d'habitants), Tsai a ensuite effectué une visite de quatre jours à Saint-Kitts-et-Nevis (environ 56 000 habitants), une autre des rares micro-nations reconnaissant diplomatiquement Taiwan.

Bien que Washington reconnaisse la Chine depuis 1971, l'administration de Trump a considérablement accru sa cour et son aide à Taiwan considéré comme un doigt dans l'œil de la Chine, au sens figuré du terme. Le dernier voyage de Tsai a été particulièrement provocateur. « Le gouvernement américain a laissé les dirigeants taïwanais s'arrêter [sur le sol américain] depuis les années 1990 ... deux ou trois fois par an, alors qu'ils allaient visiter des alliés diplomatiques officiels en Amérique latine ou ailleurs », a expliqué Ralph Jennings de Los Angeles Times. «Mais les lieux, les calendriers et les activités autorisés en ce qui concerne ces atterrissages ont été un baromètre des relations américano-taïwanaises et de la façon dont les deux parties considèrent la Chine à un moment donné. Soucieux de tisser des liens économiques avec la Chine, les présidents Clinton, George W. Bush et Obama limitaient souvent les escales à des sites distants tels qu'Anchorage ou Guam, parfois pendant des heures plutôt que des jours. »

Mais ces jours-ci, alors que la guerre commerciale fait rage et que les hostilités se multiplient, «le gouvernement américain n'essaie pas de cacher de telles visites. Le jeudi [11 Juil. 11], le président de Taiwan, Tsai Ing-wen, est arrivé à New York pour deux jours. Plus tard ce mois-ci, elle doit passer par Denver pendant deux jours supplémentaires », a écrit Jennings.

Ajoutons à cela que Washington vend cette année pour 2,2 milliards de dollars d'armes de pointe à Taiwan, dont 108 chars General Dynamics Corp M1A2T Abrams et 250 missiles Stinger. C'est comme si la Chine vendait au Texas de grandes quantités d'armes si elle devait faire sécession du reste des États-Unis.

Ainsi, alors que "Washington reste le plus puissant allié officieux [de Taiwan] et le plus gros fournisseur d'armes", écrit l'Agence France Presse, il a également "fait pression sur Haïti pour qu'elle maintienne ses relations avec Taipei", la capitale taïwanaise.

Cependant, Tsai, avec sa délégation comprenant trois membres du parlement, le président de l'association du secteur privé et des entrepreneurs taïwanais, a apparemment jugé prudent de visiter Haïti le plus brièvement possible.

Plutôt que de renforcer Jovenel Moïse, sa visite éclair n'a peut-être que contribué à mettre en lumière la faiblesse croissante de Moïse, sa fragilité et son impopularité.

Traduit de l'anglais par FL

Le Bureau de la délégation départementale de l'Ouest (DDO) en grève !

Par Thomas Péralte

Depuis le lundi 1er juillet, des employés du bureau de la délégation départementale de l'Ouest (DDO) soit 74 contractuels et 55 employés sont en grève pour forcer le gouvernement anti-peuple de Jovenel Moise à leur payer leurs 24 mois d'arriérés de salaire.

Cette semaine, les grévistes ont cessé d'être passifs pour passer à la mobilisation active. *« C'est un sacrifice que nous voulons faire. Si nous mourrons, nous espérons que d'autres collègues maintiendront la grève »* a indiqué avec indignation Séguy Pierre.

Ainsi outre des pancartes et des slogans contre le régime en place, ils occupent maintenant et bloquent complètement la route du Canapé-vert en dressant des barricades de pneus enflammés paralysant ainsi la circulation.

Dans la même veine, cette-fois-ci dans la ville de l'Arcahaie, des employés du centre de recherche et de livraison de documents d'identité (CRLDI) sont également entrés en grève le lundi 15 juillet 2019 réclamant eux-mêmes 26 mois de salaires *« Nous travaillons ici depuis le 18 mai 2017, jusqu'à nos jours, les employés du Centre de Réception et de Livraison des Documents d'identité (CRLDI) n'ont rien reçu comme salaire »*, ont-ils fait savoir.

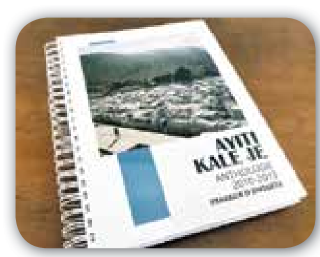
Pour essayer d'attirer l'attention de tout le monde, et dénoncer les autorités concernées, les protestataires ont dressé des barricades enflammées sur la route nationale numéro 1, paralysant ainsi la circulation reliant plusieurs départements.


Un employé du DDO faisant la grève de faim pour réclamer ses 24 mois d'arriérés de salaire


Les employés du centre de recherche et de livraison de documents d'identité (CRLDI ont dressé des barricades sur la route nationale numéro 1, au niveau de la ville de l'Arcahaie



Vient de Paraitre!
HAITI-CORRUPTION : Un nouveau livre réunit 39 enquêtes post-séisme



Couverture du livre de compilation des 39 enquêtes du consortium Haiti Grassroots Watch/Ayiti Kale Je, intitulé Ayiti Kale Je - Anthologie 2010-2013 : Travaux d'enquête



De gauche à droite : Milo Milfort, ancien co-coordonnateur adjoint de Haiti Grassroots Watch/Ayiti Kale Je, à la FOKAL le 18 janvier 2019, à Port-au-Prince/Haïti, où la version papier des 39 enquêtes du consortium d'investigation a été lancée., l'ancienne coordonnatrice Jane Regan ; Gotson Pierre, coordonnateur de l'une des institutions fondatrices, et Maude Malengrez, directrice de Programme d'appui aux médias à la FOKAL, une ancienne donatrice. Photo : FOKAL / Moise Pierre

Port-au-Prince - La presse haïtienne consacre ces jours-ci beaucoup de temps aux protestations contre la corruption et aux rapports institutionnels sur le fonds Petrocaribe. Ce qui est d'importance !

Cependant, la dénonciation de la corruption, du gaspillage, de la mauvaise gestion et détournements de fonds destinés au « développement », à la « reconstruction » et à « l'aide humanitaire » ne date pas d'aujourd'hui. Des journalistes haïtiens ont dévoilé les rouages de la corruption bien avant les vagues de protestations contre le scandale politico-pétrolier.

Un livre de plus de trois douzaines d'enquêtes journalistiques récemment publié examine des cas de corruption et/ou de mauvaise gestion par des ONG étrangères, la Banque mondiale et d'autres organismes multilatéraux, des entreprises locales et étrangères et des politiciens étrangers et haïtiens à la suite du séisme du 12 janvier 2010.

Intitulé AYITI KALE JE - Anthologie 2010-2013 : Travaux d'enquête, ce livre de 290 pages rassemble les versions françaises des 39 enquêtes menées par Haïti Grassroots Watch/Ayiti Kale Je, un consortium médiatique haïtien d'investigation formé en 2010 et qui a publié, durant 3 ans, du contenu multimédia multilingue : textes en français et en anglais et parfois en espagnol, diffusés par des médias locaux et étrangers, programmes audio en créole haïtien diffusés par des radios communautaires et commerciales, vidéos en créole

suite à la page(17)

Ofatma : Marianie Morantus victime de l'EDH !



Marianie Morantus 32 ans

Par Marie Laurette Numa

Elle n'est pas la première victime et sans doute elle ne sera pas la dernière. Le dimanche 14 juillet dernier Mme Marianie Morantus, 32 ans, enceinte de 7 mois, ressentait un malaise et s'est rendue à l'hôpital de l'OFATMA pour les soins nécessaires.

Malheureusement après consultation, les médecins ont découvert que le bébé qu'elle portait était déjà mort et alors elle a subi une césarienne pour enlever le bébé mort. En pleine opération, tout à coup, sans aucun signal, l'électricité est interrompue et dans l'immédiat on a le temps de recourir à la génératrice de l'hôpital.

Peu de temps après, l'EDH a rétabli l'électricité et l'hôpital a refermé son moteur électrique. Une deuxième coupure de l'EDH survint et celle-là n'a donné aucune chance à Marianne et aux responsables de rallumer leur énergie interne et la fatalité s'est imposée. Madame Morantus s'est rendu l'âme !

N'est-ce pas un cas flagrant de négligence grave de la part de l'administration de l'électricité du pays qui prend du plaisir à couper le courant électrique sans tenir compte des précautions à prendre aux zones d'urgence comme les hôpitaux.

De ce crime qui en est réellement responsables, l'Ofatma a sa part de responsabilité tout comme la compagnie de l'électricité d'Haïti, mais le grand responsable reste l'Etat haïtien représenté par le président Jovenel Moïse qui avait promis d'électrifier le pays 24 heures sur 24, en 24 mois, qui n'a pas tenu ses paroles ni procurer une électricité adéquate non pas à temps partiel mais permanente au sein des services de santé.

L'autre complice de cette assassination reste les bailleurs de fonds particulièrement le FMI refusant catégoriquement à l'Etat haïtien de subventionner le mode de fonctionnement de l'Electricité d'Haïti (EDH).

Alors n'est-ce pas le moment de réclamer aux dilapidateurs des fonds de Petro Caribe, les milliards de dollars volés au peuple haïtien.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Publique entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action ; admet en conséquence le divorce des époux Junior D. Janel ARICY et la femme née Marjorie LAMARRE pour injures graves et publiques aux torts de l'époux; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ordonne à l'officier de l'Etat civil de la section Est de Port-au-Prince, à transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale, sous peine de dommages et intérêts envers les tiers; compense les dépens vu la qualité des parties; commet l'huissier Johnny JEAN de ce siège pour la signification de ce jugement ; compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous Guy AUGUSTIN, juge en audience civile, ordinaire et publique du mercredi huit mai deux mille dix-neuf en présence de Me Paul Wesley, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE Greffier du siège.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du Ministère Public près les Tribunaux Civil d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits.

Pour expédition conforme collationnée

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, après examen et sur les conclusions conformes du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse à la susdite audience, pour le profit, déclare fondée ladite action ; admet en conséquence le divorce du sieur Frankel DAVERNA d'avec son épouse née Célia DIEUDONNE pour injures graves et publiques; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de Saint Michel du Sud de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ; commet l'huissier Coder GESTE de ce tribunal pour la signification du présent jugement; compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Nerva VILMONT, Juge-Doyen en audience civile et publique du mardi six novembre deux mille dix-huit en présence de Me Raynold DUBOIS, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du sieur Willy BERNABE, greffier du siège.

Il est ordonné

En foi de quoi

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen et sur les conclusions conformes du Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre Michelle NOEL à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce de Max Dugué PIERRE d'avec Michelle NOEL pour injures graves et publiques; prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la commune de Cavaillon de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Jean Emmanuel ZEPHYR, juge en audience civile, ordinaire et publique en date du treize juin deux mille dix-huit, en présence de Me Vana MANE, Av. Substitut commissaire de ce ressort avec l'assistance du greffier Jean Claude NOVEMBRE.

Il est ordonné...

En foi de quoi...

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence, le divorce du sieur André Moise Point du Jour d'avec son épouse née Ilna NOEL pour injures graves et publiques, aux torts de l'épouse; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne l'officier de l'Etat Civil de la section Est de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans un quotidien s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Compense les dépens. Commet l'huissier Canal Gabriel de ce siège pour la signification du jugement. Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous Annie FIGNOLE, Juge en audience publique et ordinaire du jeudi neuf mai deux mille dix neuf, en présence de Me Jean Rolex MEROVE, Substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart Tassy, Greffier du siège.

Il est ordonné…

En foi de quoi …

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Publique entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action ; admet en conséquence le divorce du sieur Jude LOUIGENE d'avec son épouse née Manoucheka LAMY pour injure graves et publiques aux torts de l'épouse; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ordonne à l'officier de l'Etat civil de la section Est de Port-au-Prince, à transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale, sous peine de dommages et intérêts envers les tiers; compense les dépens vu la qualité des parties; commet l'huissier JOHNNY JEAN de ce siège pour la signification du présent jugement ; compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous Guy AUGUSTIN, juge en audience civile, ordinaire et publique du mercredi trois juillet deux mille dix-neuf en présence de Me Paul Wesley, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE Greffier du siège.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du Ministère Public près les Tribunaux Civil d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits.

Pour expédition conforme collationnée

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen et sur les conclusions du Ministère Public, entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence, le divorce du sieur Claude CHARLES d'avec son épouse née Cassandra LUMA pour abandon du toit conjugal et incompatibilité de caractères; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne l'officier de l'Etat Civil de Limbé, de transcrire dans les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans un quotidien s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Compense les dépens. Commet l'huissier Fleurimond A. PAUL de ce Tribunal pour la signification du jugement..

Ainsi jugé et prononcé par nous, Linx JEAN av, juge en audience ordinaire et publique du neuf aout deux mille dix-huit, en présence de Me Hervé C. HYPPOLITE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du Greffier Magloire DESIR.

Il est ordonné…

En foi de quoi…

Me Ronald ALCINEUS, Av

La petite histoire et de petites histoires vraies

Par Fanfan la Tulipe

L'honorabilité d'un juge

Le président Sténio Vincent est connu pour être particulièrement madré dans la basse-cour politicienne haïtienne. Avocat de profession, il est élu maire de Port-au-Prince en 1907, Grand *zamoriste*, fervent anti Rosalvobooïste, il soutient l'action de l'ancien président Oreste Zamor qui, lui, s'oppose à l'effervescence révolutionnaire des *Cacos*. Il est aussi un partisan du président Dartiguenave qui le nomme secrétaire d'État de l'Intérieur et des Travaux publics en 1916, mais il retourne sa veste l'année d'après. Il se fait élire sénateur de l'Ouest.

Au tout début, il est favorable à l'occupation américaine. Mais après 1920 il devient l'un de ses plus farouches opposants. Il est surtout un adversaire politique de Borno, chien de garde de l'occupant. Borno parti, Vincent soutient le nouveau président Louis-Eugène Roy qu'il croit être anti-américain. Il est rapidement déçu et exige la démission du chef de l'État.

Vincent mène campagne sur la promesse de mettre fin à l'occupation américaine. Très populaire, il est élu président en novembre 1930. L'homme prend goût au pouvoir. Jouissant d'une grande popularité à cause de son « anti-occupationisme » déclaré, Vincent est réélu le 2 juin 1935. Le petit peuple chante : *Si gen yon moun ki renmen pèp la / se prezidan Vincent / se li ki bay konmès detay la / ala yon bon gason / an nou rele mèsi Papa Vincent.*

Grisé sans doute par la clameur populaire, Vincent se persuade qu'il entend la voix de Dieu. Il consulte… ses dieux. Il veut y aller pour un troisième mandat, mais il y a cet emmerdeur de juge qui est contre un éventuel mandat du président décidé, lui, à révoquer l'emmerdant magistrat. Il fait appel à Pierre. A, un « grand juriste » de la place, et le met au courant de ses pulsions *révocatrices*. L'homme lui signifie que les juges sont inamovibles. Même, il s'en va chercher une pile de « gros livres » et les étale devant le président pour lui prouver l'inamovibilité des juges. La démonstration se passe devant un courtisan, *tripotier* de son état.

Le juriste parti, Vincent, cynique comme lui seul, demande à son *souflantyou* de conseiller : « Qu'en pensez-vous ? » Le mec répond : « C'est un adversaire électoral, sinon un ennemi déclaré ». Vincent de dire alors, sur un ton très détaché : « Pierre, quel con ! S'il m'avait dit : oui, monsieur le président, vous avez ce droit de révocation, c'est le pouvoir qui vous y autorise, eh bien, j'aurais fait de lui mon ambassadeur à Paris ». Or Vincent connaît bien la nature *tripotière* de son « conseiller ».

Vite, le lèche-cul de Vincent s'en va porter la « bonne nouvelle » au « grand juriste ». Celui-ci se rend compte de son hexagonale erreur et change prestement son fusil d'épaule. Jubilant, il dit à sa femme : «Chérie, maintenant, *je suis bon* ». Il demande audience au président qui la lui accorde.

Le Papa Gede s'habille tout de blanc *pou l al monte* au palais. Il arrive auprès de Vincent avec une autre pile de livres de droit, et sans honte aucune, sans même ouvrir les bouquins, il dit au président : « J'ai ici des preuves irréfutables et même irrévocables (sic) de la révocabilité, de la *movibilité* de **certains** juges. » Déployant alors tout le cynisme dont il est capable, Vincent lui jette : « Je vous croyais un homme honnête. En effet, je vous destinais ce poste d'ambassadeur ainsi que vous l'avez *tripotièrement* appris de mon conseiller. Mais vous êtes du genre prêt à lécher le cul d'un cochon, tout juste pour plaire à un chef d'État. Peu importe votre réputation. Je vous remercie… »

Un couple et un prêtre très humains

Cette histoire vraie n'est pourtant pas petite. Elle se passe autour de 1939 et elle a pour théâtre une ville du sud du pays. Le lieutenant Xérès Y. commandant de sous-district, et sa femme Vierge Z. font partie de la bonne société de la place. Ils communient chaque dimanche, et le curé de la place ne manquait pas de citer leurs noms durant ses « *predicare* ». Un couple distingué à vrai dire, une « dame bien comme il faut » mais qui ne savait faire œuvre de ses dix doigts, comme dirait ma grand-mère paternelle. « Elle avait [aussi] un mari très comme il faut », mais qui malheureusement ne pouvait citer ni Racine ni Corneille.

Ils avaient à leur service une *restavèk*, « don » d'un chef de section du bourg le plus proche. La petite devait s'assurer que le café de monsieur ne fût « ni trop chaud, ni pas assez chaud », en quelque sorte elle devait résoudre une sorte de *quadrature caféière*, si vous permettez ce néologisme. Quant à madame, son café ne devait être « ni trop sucré, ni pas assez sucré ». Une *quadrature sucrière*, impossible à résoudre même s'il fallait invoquer les mânes de Pythagore ou d'Euclide.

L'enfant, appelons-la Rose, mangeait rarement à sa faim, et les corvées au cours de la journée étaient accablantes. Elle devait par exemple faire mille voyages à la source toute proche pour assurer que madame et monsieur eussent suffisamment d'eau pour se laver. Les cruches ne devaient jamais être à moitié vides ou pleines, une quadrature *cruchière* pour la fille. *Souvemment*, par manque de temps et de nourriture, elle allait au lit, enfin, sur sa natte, le ventre creux.

Il arrive qu'un jour, le chef de section avait apporté un régime de bananes en cadeau au « commandant » et à la *commandante*. Or, un soir de faim atroce, juste avant de se mettre à sa natte, Rose prit furtivement un fruit pour calmer les affres d'un estomac déchaîné. Elle l'avala le plus rapidement possible pour ne pas être « prise en faute » par sa maîtresse qui ne savait faire œuvre de ses dix doigts. La maîtresse de maison découvrit par hasard que Rose avait «volé » une banane. Furieuse, elle *rigoisa* l'enfant, comme une folle tout en la forçant à manger le plus de bananes possible.

Au petit matin, Rose ne s'étant pas amenée avec deux tasses de café chacune assurée de sa bonne *quadrature*, madame s'arma encore de sa *rigoise* pour aller donner une *quadraturante* leçon de bonnes manière à la paresseuse Rose. Oui, la paresseuse Rose. Elle trouva la petite, inanimée, et dans la bouche entrouverte des morceaux de banane mêlée à des régurgitations gastriques acides. Elle poussa un cri de bête sauvage appelant le mari au secours. Rose était morte asphyxiée.

On fit venir le « Service d'hygiène » qui emmena le petit corps. Le chef de section donateur voulut faire des funérailles à sa fille. Mais le bon curé, peut-être conseillé par l'Esprit Saint, refusa net, car selon les enseignements de l'Église : « seuls les lâches se suicident » (sic). Ainsi, la *restavèk* n'eut pas droit à être délivrée de *morte eterna,* de la mort éternelle, selon la liturgie catholique.

Et Rose, elle a vécu ce que vivent les *restavèk*, l'espace des plus grandes humiliations et violences. Le militaire fut transféré. Il ne reçut même pas une



Sténio Vincent

lettre de blâme. Lecteur, lectrice, vous avez dit charité, humanité, bonté, compassion, *pa ban m…*

Décision présidentielle

C'est la petite histoire vraie d'Eneri. M, mère de six enfants et dont le mari, Henri L. M est un militaire. Nous sommes en 1944-1945. La famille habite Petit-Goâve. Eneri. M doit rentrer à Port-au-Prince pour être opérée. On lui a diagnostiqué une tumeur utérine. Après l'intervention, le chirurgien-gynécologue lui apprend qu'elle fait un « cancer de la matrice », diagnostic vérifié par le laboratoire. Il est alors question de radiothérapie, indisponible à l'époque en Haïti. Eneri. M doit aller à l'étranger. Le couple n'est pas en mesure de faire les dépenses encourues par ce malheur *radiant* qui leur est tombé dessus comme un couperet.

Henri. L. M sollicite une entrevue avec Erdna. J, le chef d'état-major de la Garde d'Haïti. Après lui avoir expliqué la situation, il lui demande d'approuver un emprunt à son intention auprès de l'institution. Erdna. J lui fait savoir que « les temps sont difficiles » et que le président de la république, Lescot en l'occurrence, après avoir déclaré la guerre à l'Allemagne et à l'Italie (sic) tient à ce que la participation de son pays à l'effort de guerre (resic) soit maximale. Il est désolé et recommande à son subalterne de « se remettre au Seigneur ».

Eneri. M pour sa part ne se laisse pas du tout abattre; c'est une femme forte, *depengèt*. Elle sollicite le concours d'Erna. M, une amie de très longue date qui est la « petite amie » d'un sénateur de la république, lui-même l'ami intime du président. Amitié en chaîne, intimité en cascade qu'Eneri M. va mettre à profit. Elle lui raconte ses déboires de santé et les difficultés financières qui s'y rapportent. La « petite amie » doit se démerder pour obtenir de son amant de sénateur qu'il arrange un rendez-vous avec le président Lescot pour Eneri M. Les jeux d'amitié mis en branle, la rencontre avec le Chef d'État est arrangée

Eneri M. est plutôt du genre théâtral qui, d'ailleurs ne se laisse pas intimider. Elle expose sa situation avec force citations d'auteurs (qu'elle connaît) et savoureux proverbes du terroir. Les yeux dans les yeux du président, Eneri M. se livre à un exercice de subjugation présidentielle. Lescot semble impressionné, par la volubilité assurée, artibonitienne de son interlocutrice, et au moment où il se dispose à placer un mot, Eneri. M lui assomme le coup psychologico-religieux qui va lui être fatal.

Eneri M. se lève de sa chaise et dominant le président de toute sa *volubilance*, elle prend *un grand respire,* comme disent les Québécois, baisse un peu son volume et son débit, et dit à Lescot: « avant d'en venir à ma requête proprement dite, permettez que je vous fasse une confidence. Le jour des élections qui vous ont valu cette présidence, j'ai allumé à votre intention le cierge de ma première communion. Je savais que mon vœu serait exaucé. Voilà, qu'aujourd'hui vous êtes le premier mandataire de la nation. » Et elle s'engage à expliquer au président la raison de sa présence à cette rencontre.

Même quand il sait que le poids de Washington a pesé très lourd dans la balance électorale, Lescot ne peut s'empêcher de voir à défaut de (toute) la main divine, au moins un doigt divin. Joignant son souffle à celui du *Dominus vobiscum*, le président, réceptif aux tribulations de la femme au cierge, décroche son téléphone et demande à parler au chef d'état-major. Celui-ci s'empresse de s'aplatir devant le locataire du palais national. Ce dernier lui ordonne de prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire *plus vite que vent* la requête du capitaine Henri L. M et de faire en sorte que le remboursement de l'emprunt se fasse à la discrétion de l'emprunteur. C'est un ordre, insiste Lescot. *Ala bèl bagay se pouvwa* !

Ce même haut-gradé qui avait mystifié Henri L. M lui faisait parvenir le lendemain même une grasse enveloppe accompagnée de cette note édifiante s'il en fut : « Le grand quartier général est heureux de vous venir en aide en un moment difficile pour votre famille. Il compatit (sic) à vos tourments et souhaite une heureuse issue à la maladie de votre épouse. Comme l'a indiqué le chef de l'État, le remboursement de l'emprunt reste à votre discrétion. Courage ! L'Armée ne saurait vous abandonner (resic)». Ah ! *Lavi dwòl…*

Éventuellement, Henri L. M s'était entièrement acquitté de sa dette.

Excès de zèle

Il fut un temps où les présidents haïtiens allaient faire leur « petit discours de Jacmel » pour caponner Washington qui s'en fichait d'ailleurs comme d'une guigne. Dumarsais pensant *rouler le Blanc des deux bords* était parti faire le sien. C'était vers 1948-1949. À son retour, un cortège de motocyclettes du bureau de la police stationnées devant le poste de Carrefour, relevant du Champ de tir (caserne devenue Fort Dimanche par la suite), devait précéder la limousine présidentielle jusqu'au palais national. D'ordre du Quartier général, aucun véhicule n'était autorisé à se placer en avant ou en arrière des motos.

S'amène Samoht D., le ministre de l'Intérieur et de la Défense nationale, graine gauche du président, qui vient se planter juste derrière les motocyclettes. Face au refus du ministre de se garer ailleurs, le capitaine Henri L. M ordonne au chauffeur de Samoht D. de déplacer la voiture, ce qu'il fait. La dignité du ministre en est tout ébouriffée. L'*ébouriffure* survient, disons, un mardi.

Quand le lendemain, mercredi, Henri L. M arrive à la caserne, il trouve sur son bureau une enveloppe apparemment émanant du palais national. Étrange. Il l'ouvre et il lit : **d'ordre du président de la république**, veuillez regagner Hinche, votre prochain poste, dès réception de cet avis. L'officier fraîchement *hinché* rentre chez lui pour faire ses valises. Henri L. M le sait déjà, c'est un sale coup du ministre qui a l'oreille, disons mieux, les deux oreilles du Chef.

La femme du militaire, Eneri M., la dame au cierge de première communion, se métamorphose en Dolores Ibarruri, se déclare *pèlas* et clame : *No pasarán* ! Samoht D. *pa p pase* ! Elle s'habille en vitesse, traverse chez la voisine, Nina. D, toujours reconnaissante envers elle de lui avoir servi d' « infirmière » bénévole pendant plusieurs mois. Elle est une très proche amie de la femme du président, LuluH. E. Sans crier gare, Eneri M. lui réclame d'intervenir auprès de Lulu pour arranger une rencontre d'urgence et importante « avec Dumarsais ».

Mission quasi impossible. Mais dans l'imaginaire et le dictionnaire dd'Eneri M., le mot impossible n'existe pas, car elle est une joueuse, une fonceuse, une *chouteuse*, une buteuse, une *gagneuse*. Ce jour-là, Dumarsais devait être fichûment de bonne humeur, sa femme aussi puisque les deux ont fait chercher la *choutante* « demandeuse » dans une voiture du palais national. Grosse affaire ! Titim accorda donc audience à « la dame au cierge », expression qui, à mon humble sens, eût fait un joli titre à un autre roman de Dumas, avec des pages au parfum de camélias.

Plantée devant le président, la fonceuse lui dit d'entrée de jeu qu'elle n'est pas née de la dernière pluie, même qu'elle a l'habitude des mauvaises saisons « pendant quarante jours et quarante nuits » et qu'une insidieuse, vengeresse et *sousoute* averse ministérielle fût-elle de l'Intérieur ou de l'extérieur, de la Défense ou de l'attaque ne saurait la mouiller voire la noyer, elle son mari et ses six *tjovi*. Estimé avait un tic particulier : certaines émotions lui faisaient bouger les oreilles de bas en haut. Le président *tiqua* à quelques reprises, encaissa les buts, il esquissa même quelques petits sourires. Eneri M. se rendant compte qu'elle est 2 à 0 sur le président déploie sa ligne d'avants et de demis.

En substance, voici ce qu'elle dit à Estimé (je ne rapporte pas ses mots verbatim) : sous la présidence de Vincent, lui Estimé était député du peuple. Les reines du carnaval devaient passer saluer le chef de la nation. Ordre avait été passé de ne laisser aucune voiture stationner devant le palais. Estimé arriva *fringamment*, et, en *ce-n'est-rien* se planta devant le palais national. Lors, Henri L. M, affecté au bureau de la police, fit signe au député de se déplacer. Le parlementaire obtempéra. Estimé se laissa aller à quelques *ticances*, ce qui apparemment était bon signe.

Alors, *réallumant* mentalement son cierge de chance, Eneri M. dit à Estimé (rapporté presque verbatim) : « Monsieur le président, hier vous étiez député du peuple, avec un sens de l'honneur et de la dignité parlementaires ; vous aviez, sans regimber, obéi aux ordres d'un militaire en service. Aujourd'hui, vous êtes président de la république, je suis certaine que vous ne sauriez accepter qu'un subalterne, quel que fût son rang administratif, enfreigne des ordres émis par le quartier général de l'armée dont vous avez l'entière responsabilité morale. »

Estimé se laissa aller à quelques autres *ticades*. Il remercia la dame *chouteuse* de l'avoir mis au courant d'une telle bavure. Saisissant son téléphone, il appela le chef d'État-major et lui dit (pas tout à fait verbatim) : c'est le président Estimé à l'appareil. Je vous prie instamment d'annuler immédiatement un ordre de transfert émis hier concernant le capitaine H L. M. Prière d'aviser le concerné immédiatement. » S'adressant alors à Eneri. M, il lui dit qu'il est désolé (sous-entendu de la gaffe de son ministre) et qu'une pareille salissure ne se renouvellera pas. Il pend congé d'elle et lui « garantit » que le Très-Haut est avec elle.

Maurice Sixto aurait volontiers parlé de « Choses et gens entendus ». Pour ma part, je vous ai entretenu de petites histoires vraies entendues sous la fenêtre de la petite histoire. Allez en paix, mes amis.

14 juillet 2019

Koripsyon : Manda konparisyon pou kèk prezime enkilpe !



Stephanie Balmir Villedrouin, Jean Max Bellerive ak Laurent Salvador Lamothe



Marie Carmelle Jean Marie



Yves Germain Joseph



Wilson Laleau

Lendi 15 jiyè a, dosye PetwoKaribe a fè yon lòt pa. Se konsa Jij enstriksyon an Ramoncite Accimé te voye kèk envitasyon pou rankontre l bay 2 ansyen premye minis ki se : Jean Max Bellerive, ki te premye minis soti 11 novanm 2009 pou rive 18 oktòb 2011, li dwe parèt, devan jij la, vandredi 19 jiyè 2019 epi ansyen premye minis Laurent Salvador Lamothe, sou prezidan Michel Joseph Martelly, limenm li dwe prezante jedi 25 jiyè 2019.

Gen 5 ansyen minis tou ki jwenn envitasyon yo se : ansyen minis Finans Wilson Laleau ak Marie Carmelle Jean Marie yo konvoke pou Jedi 25 jiyè 2019. Ansyen minis planifikasyon ak kowoperasyon, Yves Germain Joseph, li dwe prezante l mèkredi 31 jiyè 2019. Ansyen minis Stephanie Balmir Villedrouin, ki te nan ministè touris soti 20 oktòb 2011 rive 23 mas 2016.dwe parèt Lendi 5 out 2019 epi Jacques Rousseau, ki te minis travo piblik ak kominikasyon an dwe parèt jou Mèkredi 7 out 2019 la.

Selon anpil obsèvatè, gen envite espesyal ki gen dwa pa kab sòti ankò, Jij la kapab tou mete yo nan depo, pito yo tou mache ak kèk bagay yo kapab bezwen. Malè avèti pa touye kokobe !

An n al Lazil

An n ale vit tanpri
n'a tire kont
n'a jwe marèl ak flè dizè
pou n kabre lajounen
n a fè lago
ak mouche loray
n'a lanbe rèv
n'a peze kafe

n'a plante pwadchous
n'a dòmi reve je klè
nou prale byen lwen

dèyè yon touf powèm rak bwa
tankou de moun fou
pou n voye wòch
kase tèt lanmou

an n al lazil cheri
lazil se peyi manman m
se la timoun yo twoke rèv yo
ak douvanjou
pou yo ka pran lalin nan pyèj

se la depi nan tan benbo
bayawonn pouse bò granchimen
pou resevwa larèn chantrèl

Fred Edson Lafortune

Ochan AKAO, AYITI DYANM, GRML, KONTRAPEPLA, RASIN KAN PEP LA pou Michel Hector

Nan lannwit 5 jiyè 2019 la, Michel Hector travèse. Vanyan gason sa a kite nou apre 86 lane egzistans.

Si anpil moun konnen Michel Hector kòm istoryen, pwofesè inivèsite, nou pa dwe bliye angajman li nan lit revolisyonè yo, sitou atravè Pati Popilè pou Liberasyon Nasyonal (PPLN) ak Pati Inifye Kominis Ayisyen yo (PUCH nan lang fransè). Angajman kanmarad la nan lit pou liberasyon nasyonal ak sosyal peyi a te koute li egzil. Li pa t pè riske lavi l nan pote kole nan batay pou chanje kondisyon lavi mas popilè yo.

Michel Hector kite pou nou yon zèv ki rich anpil sou orijin ak nati Leta ayisyen, sou mak fabrik fòmasyon sosyal ayisyen an, sou evolisyon mekanis dominasyon ak eksplwatasyon yo nan listwa peyi Ayiti, sou konpozisyon ak oryantasyon lit popilè yo nan peyi a ...

Kanmarad Michel trase chimen pou ede nou menm pwogresis ak revolisyonè, tire leson sou richès ak limit batay sa yo pandan li fè nou konprann defi k ap tann nou nan batay pou transfòmasyon sosyal ak politik la.

Michel Hector te itilize rezilta rechèch li yo pou alimante batay peyizan yo ak ouvriye yo ap mennen nan peyi a. Pandan denyè jou egzistans li yo, kanmarad la te kontinye angaje l nan pote kole nan refleksyon pou klere lit popilè yo. Nan sans sa a, nou p ap bliye kontribisyon li nan Lekòl Politik Chalmay Peral ki koumanse jwe yon wòl enpòtan nan fòme kad politik pou kontinye lit popilè yo.

Michel Hector kite nou nan yon moman istorik frajil kote kont volonte majorite sektè nan sosyete a ki leve kanpe pou egzije demisyon rejim tèt kale a, gouvènman amerikèn vle kontinye kenbe l malgre tou nan gòjèt pèp ayisyen an pou garanti enterè pa l nan peyi a.

Nan memwa Michel Hector, ki jis nan dènye moman lavi l, pa t janm sispann reve ak ankouraje rasanbleman fòs pwogresis ak revolisyonè yo pou ofri peyi a yon altènativ politik konsekan. Nou menm pwogresis ak revolisyonè, an n kontinye pwosesis Mache Kontre ant aktè politik ak sosyal majè peyi a, kòm mwayen initè pou n rive dejwe plan gouvènman meriken ak alye li yo epi tabli nan peyi a yon pouvwa pwogresis k ap kapab satisfè revandikasyon ekonomik, politik, sosyal ak kiltirèl pèp ayisyen an.

Ochan pou Michel Hector !
Viv lit popilè yo !
Chapo pou travay memwa lit popilè yo !
Viv inite nan mitan kan pwogresis ak revolisyonè yo !

Pòtoprens, 12 jiyè 2019

Aksyon pou Konstwi yon Ayiti Òganize (AKAO), Junot FÉLIX

Ayiti Djanm, Ollery SAINT-LOUIS

Gwoup Refleksyon Moyiz Louveti (GRML), Ernst MATHURIN

Konbit Travaye Peyizan pou Libere Ayiti (KONTRAPEPLA), J.R. Bob LIMONTAS

Rasanbleman Sosyalis pou yon Inisyativ Nasyonal tou nèf (RASIN), Marc-Arthur Fils-Aime

NOTE DE PRESSE

Le jeune Barreau de Port-au-Prince condamne avec la plus grande rigueur les attaques en série contre la presse en particulier celle perpétré contre la radio télé Ginen au cours de laquelle trois (03) véhicules ont été incendiés et les pare-brise de plusieurs autres cassés et contre la radio télé Caraïbe au cours de la semaine du lundi 10 au vendredi 14 juin 2019. Durant cette même semaine, le journaliste Rospide Pétion, très proche du jeune Barreau de Port-au-Prince, a été assassiné par des civils armés le lundi 10 juin 2019 à Port-au-Prince, près de la station de transport en commun de Portail Léogane, après son émission.
Rospide Pétion a accompagné la commission du Jeune Barreau de Port-au-Prince dans sa lutte contre la corruption relative aux scandales de dilapidation des fonds publics notamment le « Pétro Caribe » Il a fait en sorte que le président de ladite commission. Peter Reynold Delcine, puisse participer à l'émission « Infos Pétro » comme en témoignage celle réalisée le 7 Mars 2019 avec son co-animateur le pétro challenger, Obenson Joseph, publiée sur YouTube, afin de mettre à nu la démagogie juridico-politique organisée par l'État Haïtien afin d'empêcher la réalisation d'un procès juste et valable où tous ceux qui s'y sont impliqués puissent tomber sous les sanctions de la loi . Cet assassinat inquiète le jeune barreau de Port-au-Prince qui se demande à quand la justice Haïtienne va finalement aboutir aux enquêtes relatives aux assassinats de journalistes, d'avocats ainsi que les menaces de morts proférés politiquement contre ces corps de professionnel !
Fort de cela le Jeune Barreau de Port-au-Prince exige que lumière soit faite autour de cet assassinat par la justice Haïtienne

Fait à Port au prince, le 15 juin 2019

Me Eddy-Paul FLEURANT, Secrétaire Général A.I

Hommage au mapou Michel Hector (1932-2019) : Professeur, historien et militant politique !

Par Watson Denis

La nouvelle de la mort du professeur Michel Hector, le vendredi 5 juillet 2019, au soir, sonna comme un véritable coup d'infortune sous le ciel bleu d'Haïti. Je le savais malade depuis quelques mois, je l'ai visité à l'hôpital à la fin du mois d'avril dernier. Néanmoins j'étais loin de penser qu'il allait laisser le monde d'ici-bas aussitôt, surtout en ce moment de tumultes, que connaît le pays, à une période de grandes commotions et de convulsions. Beaucoup d'entre nous auront encore besoin de sa lumière et de son expérience d'homme de science, qui a beaucoup vu, entendu et compris les choses au-delà des passions.

Mais la vie est ainsi faite : les malheurs de l'existence surviennent de façon inattendue !

Le décès du professeur Michel Hector donne encore plus de raison au poète Alphonse de Lamartine qui, dans son poème Le Lac, rimait assez bien un sentiment de vide en écrivant : « Un seul être vous manque et tout est dépeuplé ». La disparition du professeur Hector marque le temps d'un dépeuplement continu et regrettable d'un certain univers fécond en Haïti. Des personnages, ayant pris naissance sous l'Occupation politique et militaire d'Haïti par les États-Unis d'Amérique, sont en train de nous quitter. En moins de 20 ans, le pays a perdu quatre illustres historiens, qui ont marqué la vie intellectuelle et la pensée historiographique en Haïti : Roger Gaillard (2000), Georges Corvington (2013), Leslie Manigat (2014) et Michel Hector (2019). Pour le moment, il n'y a que leurs œuvres, qui peuvent nous guider dans nos itinéraires de la vie.

J'ai eu l'insigne honneur de côtoyer le professeur Hector, au cours de ces 30 dernières années. Il a été d'abord mon professeur d'histoire à l'École normale supérieure (Ens) de l'Université d'État d'Haïti (Ueh), ensuite un collègue à l'Université et au sein de la Société haïtienne d'histoire, de géographie et de géologie (Shhgg). Je crois que ces côtoiements, mêmes irréguliers dans le temps, m'ont permis de me faire des idées sur sa personne et de connaître un peu de ses périples de vie. La première idée, que j'ai construite de lui, fut sa rigueur académique. La deuxième idée fut sa constance dans ses choix politiques et idéologiques, pour l'émancipation du peuple haïtien, même lorsqu'on ressasse et théorise sur la mort des idéologies. En ce qui concerne son existence, je dirais qu'il a eu toujours foi dans les capacités des individus à pouvoir agir dans le sens du bien commun, même une fois dans leur vie.

Dans cet article de circonstance, je veux bien lui rendre hommage, un hommage bien mérité. Pwofesè Hector se te yon pye mapou !

Dans cet article, écrit dans la douleur causée par cette disparition, je mets l'emphase sur le parcours du personnage : comme professeur et chercheur, comme historien et comme citoyen engagé, dès sa prime jeunesse jusqu'à sa mort. S'il y avait quelque chose, qui avait toujours nourri ses réflexions et été inscrit en lettres d'or sur son front : ce fut des transformations socio-économiques profondes pour Haïti.

1. Michel Hector : le professeur

Michel Auguste Hector est né au Cap-Haïtien le 20 novembre 1932. Il y a fait ses études primaires. Ses études secondaires ont été faites, semble t-il, dans sa ville natale et à Port-au-Prince. Son diplôme de fin d'études secondaires en poche, il entra, au début de la décennie 1950, à l'École normale supérieure. Ce fut alors une institution, qui existait à peine une dizaine d'années de cela. Dans cette école supérieure nouvelle, créée sous le régime à vocation progressiste de Dumarsais Estimé, pour la formation des professeurs du secondaire, il y a avait des professeurs de renom. Au cours du cycle académique, l'étudiant Michel Hector rencontrait le professeur Leslie F. Manigat, à peine revenu de France, qui enseignait l'histoire et la méthodologie en histoire au Département des Sciences sociales.

L'enseignement, prodigué par le professeur Manigat, était bien apprécié par ses étudiants de l'Ens. Hector profitait au maximum de son enseignement, mais il se différenciait de son courant de pensée. A cette époque, Hector était déjà un jeune militant marxiste, tandis que Manigat professait le fonctionnalisme. Hector termina avec brio ses études à l'Ens, avec la préparation et la soutenance d'un mémoire de sortie pour l'obtention de son diplôme en Sciences sociales. Il avait choisi un sujet sur l'occupation des États-Unis en Haïti (1915-1934). Enfant terrible, né sous l'occupation du grand voisin de l'Amérique du Nord, soit deux ans avant la fin de cette occupation étrangère, il a préparé un travail, d'histoire contemporaine, sur cette même occupation. Son mémoire a eu les faveurs du jury.

Tout en étudiant à l'Ens, Michel Hector était déjà un professeur. En fait, il se lança très tôt dans l'enseignement. Il commença à enseigner à 17 ans dans les classes primaires. Il passa ensuite, avec l'enseignement reçu à l'Ens, au niveau secondaire. Il enseigna notamment les sciences sociales (histoire et géographie) dans des écoles privées. Par ailleurs, voulant influencer l'enseignement des sciences sociales, au niveau pédagogique, il publia, avec ses collègues professeurs, deux manuels d'histoire. D'abord : La colonisation en Haïti, en collaboration avec Mario Rameau (pour les élèves de la classe de 5è de l'époque). Ensuite : Le régime colonial français à Saint-Domingue, en compagnie de Claude Moïse, pour les élèves de seconde et de rhétorique.

Tout se passait très vite au cours d'une décennie : le jeune Hector était normalien diplômé, professeur et auteur de manuels d'histoire. Il s'engagea, en même temps, dans la politique, de manière active et persuasive. Au milieu de la décennie 1960, il a été bien obligé de partir en exil, comme bon nombre de ses amis, collègues, militants, professeurs, camarades et de nombreux opposants au régime de François Duvalier. A l'étranger, notamment au Mexique, il a enseigné et dirigé un centre de recherches à l'Université Autonome de Puebla.

De retour en Haïti en 1986, à la chute de Jean-Claude Duvalier, il a été nommé professeur d'histoire à l'École normale supérieure, son ancien centre de formation. Il est retourné au pays, auréolé de gloire et de prestige auprès des jeunes, pour son combat historique contre le régime de Duvalier en Haïti et à l'étranger, et aussi pour ses travaux de recherche sur Haïti et son approche novatrice sur des thématiques importantes, relatives à l'histoire d'Haïti. Le professeur Roosevelt Millard, qui fut étudiant à l'Ueh, à la chute du régime des Duvalier, rappela son enthousiasme d'époque, à propos du professeur Hector, qui vient juste de nous laisser : « Pour nous de la jeunesse révolutionnaire de la deuxième moitié des années 1980, Michel Hector, connu aussi à l'époque sous le pseudonyme de Jean-Jacques Doubout, était comme un personnage mythique. On se bousculait pour le voir, lui parler et le toucher. On s'étonnait de sa simplicité. On remplissait ses salles de cours et de conférence. Il ne se mettait pas au devant de la scène ».


Michel Auguste Hector

Pour ma part, à l'Ens, dès son premier cours, auquel j'ai assisté, il m'avait fortement impressionné par son savoir et son savoir-faire. Ce n'était pas du bluff, il n'avait pas de phrases creuses, de tournures latines, sonores pour épater la galerie. Il ne regardait pas le ciel pour voir tomber la plus prochaine phrase. C'était du solide, du sérieux. Il y avait de la tenue, de la correction et de la substance. Marxiste bien connu, il ne parlait, pourtant, ni de Marx, ni d'Engels, juste pour avoir une popularité facile au milieu de la gente estudiantine. Il enseignait ce qu'il devait enseigner, selon un syllabus et les normes académiques bien connues un peu partout ; il n'encourageait pas la médiocrité. Parmi tous ceux-là, qui revenaient d'exil en grande pompe, à la chute de Duvalier, pour enseigner à l'Université, ce professeur démontrait qu'il avait un savoir certain pour le faire. Il avait un discours de niveau académique. Il connaissait les théories de son métier et les méthodologies, qui lui permettaient de mieux l'exercer. Impressionné par son savoir, c'est sans hésitation que je lui ai demandé de m'accompagner dans la préparation de mon mémoire de sortie à l'Ens, en vue de l'obtention du diplôme de licence en Sciences sociales. J'ai été, pourtant, étonné, quand il m'a répondu : « En principe, j'accepte, mais formule ta demande par écrit ». Ce que j'ai fait ; il a répondu positivement à ma demande. Il va sans dire que j'ai tiré le maximum de bénéfices de son accompagnement.

Professeur Hector était toujours disponible pour servir, enseigner et partager ses connaissances. Il prononça des conférences ici et là, à Port-au-Prince et dans les villes de province. Il participa à tous les mouvements démocratiques et populaires, qu'il pensait pouvoir faire avancer la lutte du peuple haïtien. Il participa aussi à des débats sur la réforme de l'Université. Il s'est montré toujours disposé et disponible pour répondre aux sollicitations des jeunes, des syndicats, des associations et des organisations de la société civile. En fait, il s'est montré toujours ouvert aux autres, attentif pour entendre et écouter, et disponible pour proposer des voix de sortie dans des conjonctures de crise aiguë.

Dès son retour au pays, il avait créé, avec l'aide d'un groupe d'amis et de collègues, la Fondation Ulrick Joly, un lieu de rencontres et de formation pour servir la communauté des travailleurs et les syndicats.

Aussi, offrait-il ses services à plusieurs organisations et institutions éducatives et patriotiques. Par exemple, en 1989, il avait rejoint la Société haïtienne d'histoire, de géographie et géologie (Shhgg) comme membre du conseil de direction. Au cours de cette même année, il avait reçu le deuxième Prix d'histoire de la Shhgg pour son travail sur le socialisme et le syndicalisme. En l'An 2000, à la suite du décès de l'historien Roger Gaillard, il devint le président de cette société de savoir. Durant sa présidence, la Shhgg a eu une visibilité beaucoup plus grande au sein de la société haïtienne. Et la Revue de la Shhgg a abordé différents thèmes, sur différentes périodes de l'histoire nationale. De même, elle s'est ouverte aux différentes branches des sciences humaines et sociales. En 2015, il avait décidé de céder sa place. Les membres du conseil de direction l'ont alors choisi comme président d'honneur- ce qu'il a accepté avec plaisir. Il conserva ce rôle de premier conseiller jusqu'à sa mort.

Au milieu de la décennie 1990, le professeur Hector était vice-recteur aux affaires académiques de l'Ueh. Sans mentionner qu'il a joué un rôle au sein de la Route de l'Esclave, mise en place par l'Unesco. De plus, à la suite de l'historien Leslie Manigat, il a été nommé président du Comité de commémoration du bicentenaire de l'indépendance d'Haïti.

Au début de l'An 2000, suite à la fermeture de la Fondation Ulrick Joly, le professeur Hector passa à diriger le Centre de recherches sociologiques et historiques (Cresoh), attaché à la Faculté des sciences humaines (Fasch) de l'Ueh. Il a été le directeur fondateur et premier directeur de ce centre. Là, il a voulu institutionnaliser la recherche scientifique à l'Université. Les moyens manquaient et la notion de la recherche institutionnelle, dans le milieu universitaire de chez nous, était encore dans ses balbutiements. Ce centre organisa, quand même, dans des conditions permissibles de l'époque, des rencontres académiques, des ateliers, des séminaires de formation et des séminaires spécialisés. Aussi, ce centre édita-t-il une revue bi-annuelle, Itinéraires, dans laquelle les professeurs de la Fasch de l'Ueh et autres chercheurs et universitaires ont publié leurs travaux.

Professeur Hector : c'est toute une vie, dédiée à l'enseignement. Il a consacré plus d'une soixantaine d'années à la formation d'élèves et d'étudiants, à la vie universitaire, au service de la patrie bien-aimée. Sa vie était consacrée aux études, à l'histoire et à la recherche scientifique.

2. Michel Hector : l'historien et le chercheur

Le professeur Hector était historien et chercheur. Dois-je préciser qu'il n'était pas n'importe quel historien. Pour répéter le professeur Jean-Alix René, il avait choisi lui-même le champ, dans lequel il devait labourer. Il avait choisi de faire de la recherche savante dans le champ du populaire. Ce champ est en conformité avec les choix politiques et idéologiques, qu'il a faits dans sa vie. Ce champ du populaire n'est pas encore inventorié dans l'historiographie haïtienne, à proprement parler. Il n'en demeure pas moins, également historien, qu'Hector a donné ses lettres de noblesse au champ du populaire.

Ce champ d'études du populaire inclut notamment le syndicalisme, le monde des travailleurs, les paysans et la paysannerie, les dirigeants politiques sortis des rangs de la paysannerie et du mouvement social contestataire, les mouvements sociaux ; en général tout ce qui concerne les subalternes, ceux et celles d'en-bas dans la structure organisationnelle de la société. D'après moi, ce champ du populaire, propulsé par cet historien, avait des objectifs assez précis : il y avait une volonté d'expliquer ou d'interpréter les luttes des subalternes, déjà entreprises, en vue de générer une nouvelle société, plus égalitaire en Haïti. Dans ses études du populaire, Hector a débuté avec le mouvement social de 1843-1848, exprimé par l'Armée Souffrante de Jean-Jacques Acaau, en passant par les idéaux sociaux de la Révolution haïtienne, jusqu'à l'époque contemporaine. Les écrits d'Hector, c'est toute une œuvre historiographique, qui ouvre des perspectives fécondes sur les changements sociaux et économiques dans le pays. Cette œuvre est à lire, à relire et à méditer. Elle permet de mieux saisir et comprendre la République d'Haïti, hier et aujourd'hui, qui végète depuis des lustres.

Cet historien avait publié son œuvre au moins sur deux noms connus (il y avait d'autres noms, car, sous la dictature duvaliériste, il fallait parler par signes) : Jean-Jacques Doubout et Michel Hector. Sous le pseudonyme de Doubout, il a notamment publié :

1) Haïti : féodalisme ou capitalisme ? Essai sur l'évolution de la formation sociale d'Haïti depuis l'indépendance, s. l., (Paris ?), Abécé, 1973 ?

Cette œuvre représente un effort de théorisation politique appréciable, sur l'évolution économique d'Haïti, de l'indépendance jusqu'au régime des Duvalier.

- Notes sur le développement du mouvement syndical en Haïti, s.l., s.n., 1974.

Cette œuvre annonçait un ouvrage bien plus complet, qui *suite à la page(16)*

Pétition pour l'avancement du procès Petrocaribe...

Considérant que l'intérêt supérieur de la nation haïtienne doit être la priorité principale de l'Etat Haïtien. Considérant que la réalité du moment reflète un état des lieux de prédominance de préférence et d'intérêt personnel, sectaire et clanique au détriment de l'intérêt général.

Considérant que les institutions font au quotidien l'objet de profanation, de dégradation, de dévalorisation par certains de nos élus et cadres de l'administration publique, ce qui traduit dans les faits une volonté manifeste de domestication et de vassalisation de ces dernières au service du pouvoir en place.

Considérant que plus de 4,2 milliards de dollars des fonds PetroCaribe sont spoliés, dilapidés alors que les classes populaires croupissent dans le plus grand dénuement, et plus 6 millions d'Haïtiens en situation de malnutrition, des employés de services publics, dont des professeurs, des médecins etc., ne reçoivent pas leur salaire depuis plusieurs mois..

Considérant qu'aujourd'hui les hauts magistrats de la CSCCA font l'objet de menaces systématiques qui visent à entraver leur travail dans l'exercice de leur fonction.

Considérant que des arrêtés de débets et de quitus doivent être émis pour que les personnes épinglées dans le rapport Petrocaribe doivent se mettre à la disposition de la justice pour les suites nécessaires.

Considérant que des assassins d'État par l'exécution des dizaines de femmes, d'hommes, d'enfants et de vieillards, et par des viols collectifs ont voulu réduire au silence le peuple haïtien dans ses différentes luttes revendicatives, légitimes et populaires exprimant sa volonté et détermination à renverser le présent statu quo, notamment à travers les récentes manifestations du 6-8 juillet et du 9 juin 2019

Considérant que l'alternative proposée par l'opposition en date du 21 juin 2019, dont certains ont fait mention de « Amnistie Générale » ce qui est contraire aux desideratas du peuple haïtien et de la jeunesse en particulier.

Considérant que le régime néoduvaliériste/Tèt Kale actuel imposé par l'impérialisme au peuple haïtien au profit d'une minorité sans âme et conscience, adopte aujourd'hui une politique de répression massive qui vise à instaurer un climat de terreur général dans le pays.

Considérant que la situation chaotique et sombre qui sévit actuellement dans le pays est due à un déficit flagrant de moralité, de leadership et de compétence de la part de l'actuel Président en fonction.

Considérant que le salut d'Haïti ne peut advenir que par une action collective d'hommes et de femmes responsables...

Aujourd'hui, plus que jamais, le Regroupement des Pétro-Challengers (R.P.C) qui est une union de Jeunes haïtiens conscients et engagés tant en Haïti que dans la diaspora pour une nouvelle Haïti basée sur les valeurs démocratiques, l'Etat de droit et de justice sociale, invite tous les fils et filles, la nouvelle génération d'hommes et de femmes, les véritables forces vives de la nation haïtienne qui ont compris que:

1- La classe politique traditionnelle a échoué.

2- Le système pourri actuel doit disparaître.

3- Le départ/Démission du Président Jovenel Moïse.

Sont les conditions nécessaires pour l'accouchement de la nouvelle Haïti, qui se fera par la construction d'un nouvel État souverain, à prendre part à cette grande tâche historique de construction de cette nouvelle société en apposant leur signature au bas de cette pétition.

Pour R.P.C. :
Lavoisier Cherisier Jr.
Fritzner Bijoux
Wendy Pierre
Miryam Suprin
Clade Costumé
Mirlanda Vixaille
Jephte Josselin



PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après avoir délibéré au vœu de la loi et sur les conclusions conformes du Ministère Public, accueille l'action de la demanderesse la dame née Esther ISAAC en la forme; maintient le défaut faute de comparaitre octroyé à l'audience du vendredi dix mai deux mille dix-neuf contre le sieur Dumitri CLEVRAIN; admet en conséquence le divorce de ladite dame née Esther ISAAC contre le sieur Dumitri CLEVRAIN pour injures graves et publiques, faits prévu à l'article 217 du code civil haïtien, prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux, au tort exclusif de l'époux; ordonne à l'officier de l'Etat civil de Port-au-Prince, Section Est, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale, sous peine de dommages et intérêts envers les tiers; compense les dépens vu la qualité des parties; commet l'huissier Clerbrun FAURE de ce siège pour la signification du présent jugement.

Rendu de nous, Jean Osner PETIT-PAPA, juge au Tribunal de première instance du ressort de Port-au-Prince, en audience civile, publique et ordinaire du vendredi dix mai deux mille dix-neuf en présence du substitut commissaire du Gouvernement, Me Roger SIMPLICE, faisant office du Ministère Publique et avec l'assistance de Me Jean Serge Duvert, Greffier du siège.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du Ministère Public près les Tribunaux Civil d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits.

Ainsi signé : Jean Osner PETIT-PAPA et Jean Serge DUVERT
Pour expédition conforme collationnée









Taiwan Tries to Bolster Jovenel, Albeit Briefly



Taiwan's President Tsai Ing-wen shaking hands with Haiti's President Jovenel Moïse during her four-hour stop in Haiti on Jul. 13

by Kim Ives

On Sat., Jul. 13, the president of a "country" almost completely unrecognized by the world's nations visited another president almost completely unrecognized by his people.

Taiwan's President Tsai Ing-wen made a four-hour pit-stop in Haiti which included a mere 20 minute meeting and photo op with Haiti's embattled president Jovenel Moïse.

"Taiwan is a loyal friend and partner to Haiti, and we will accompany Haiti on its road toward development," said Tsai, who visited the National Palace and the Museum of the National Pantheon (MUPANAH), as well as a hapless Taiwan trade fair organized by Taiwan's Foreign Affairs Ministry and the Taiwan External Trade Development Council (TAITRA) in Port-au-Prince.

But her words were almost as perfunctory and ineffectual as the would-be aid Taiwan is providing: a mere $150 million loan for an electrification project to build regional micro grids and new and renovated substations.

"There is a project to bring electricity to 51 towns and the metropolitan region - I'm referring to the construction of a network for the metropolitan region from Bois-Neuf to Léogane," waxed President Moïse.

However, the project isn't going anywhere. The Haitian Parliament hasn't yet approved it. Many Haitian legislators are eyeing the fantastic developments next door in the Dominican Republic, which forsook the Republic of China (as Taiwan calls itself) to establish diplomatic and economic relations with China in May 2018. Since then, China has offered the DR some $3 billion in loans and integration into its globe-spanning "One Belt, One Road" Initiative, which is bringing infrastructure development and investment to 152 countries and international organizations in Asia, Europe, Africa, the Middle East, and the Americas.

Meanwhile, China has offered Haiti $4.7 billion to completely overhaul the tangled and crumbling infrastructure of the capital, Port-au-Prince.

Haiti is one of only 16 countries (17 if one counts the Vatican's Holy See), out of 195 worldwide, which recognize the Republic of China instead of China proper. Only five of the countries have a population over two million.

Taiwan is an island province of China which broke away when the dictator Chiang Kai-shek fled there after the 1949 Chinese revolution. Ever since, Taiwan has been a virtual client-state and protectorate of the United States. Washington's subversion of China's determination to reintegrate Taiwan could end up being one of the sparks that ignites World War III.

In May 2018, Jovenel Moïse led a 30-person delegation for a week-long visit to Taiwan. He returned all but empty-handed. Taiwan maintains its grip on its allies through small, strategic bribery rather than grand projects.

Tsai's visit to Haiti was extremely brief probably because security in the capital is so bad and President Moïse is so politically toxic. Almost weekly, large demonstrations rock Port-au-Prince and other cities demanding his resignation. Even his former political allies, epitomized by Sen. Youri Latortue, are deserting him to join the opposition.

In contrast to her four-hour visit to Haiti (population 11 million), Tsai next made a four-day visit to St. Kitts and Nevis (population about 56,000), another of the 11 micro-nations which diplomatically recognize Taiwan. Her 12-day tour takes her also to St. Vincent and the Grenadines, and St. Lucia.

Although Washington has recognized China since 1971, the Trump administration has dramatically increased its aid, courtship, and dialogue with Taiwan, a figurative finger in China's eye. Tsai's latest trip has been particularly provocative.

"The U.S. government has been letting Taiwanese leaders stop over [on U.S. soil] since the 1990s... a couple of times a year when they were on their way to see formal diplomatic allies in Latin America or elsewhere," explained the Los Angeles Times' Ralph Jennings. "But the locations, time frames, and activities allowed regarding those landings have been a barometer both of U.S.-Taiwan relations and how the two sides regard China at any given moment. Keen to build economic ties with China, Presidents Clinton, George W. Bush and Obama would often restrict stops to distant spots such as Anchorage or Guam, sometimes just for hours rather than days."

But these days, with a trade war raging and hostilities growing, "the U.S. government isn't trying to hide such visits. On Thu. [Jul. 11], Taiwan President Tsai Ing-wen arrived in New York for two days. Later this month, she is scheduled to pass through Denver for two more days," Jennings wrote.

Add to this that Washington is this year selling $2.2 billion worth of advanced weapons to Taiwan including 108 General Dynamics Corp M1A2T Abrams tanks and 250 Stinger missiles. This is akin to China selling Texas vast amounts of arms if it were to secede from the United States.

So while "Washington remains [Taiwan's] most powerful unofficial ally and biggest arms supplier," writes the Agence France Presse, it has also "pressured Haiti to maintain its relationship with Taipei."

However Tsai, with her delegation including three parliament members, the president of the private business sector association, and Taiwanese entrepreneurs, apparently felt it prudent to visit Haiti as briefly as possible.

Rather than reinforcing Jovenel Moïse, her lightening visit may have only helped to underscore Moïse's growing weakness, fragility, and unpopularity.



Tsai Ing-wen and Jovenel Moïse walked and posed for photo ops, but she only met with him for 20 minutes

SUPREME COURT OF THE STATE OF NEW YORK,
COUNTY OF ERIE, Index No. SF2018902334; Date Purchased: October 16, 2018
SUMMONS WITH NOTICE
Plaintiff designates ERIE County as the place of trial
Basis of venue: CPLR 509.
SUET LING WONG, Plaintiff against **KENNETH SEE KING CHEUNG,** Defendant.
ACTION FOR A DIVORCE
To the above-named Defendant YOU ARE HEREBY SUMMONED to serve a notice of appearance on Plaintiff's attorneys within thirty (30) days after the service of this summons is complete and in case of your failure to appear, judgment will be taken against you by default for the relief demanded in the notice set forth below. Dated: October 16, 2018.
Yaniv & Associates, PC, Attorneys for Plaintiff, 972 Route 45, Suite 205, Pomona, NY 10970, 646-395-9100.
NOTICE: To the above-named Defendant, the above Summons is served upon you by publication pursuant to an Order of the Hon. Kenneth F. Case, of the Supreme Court; County of ERIE, dated the April 16, 2019. The nature of this action is to dissolve the marriage between the parties, on the grounds: DRL Section 170 subd. (2) - The abandonment of the Plaintiff by the Defendant for a period of one year. The relief sought is a judgment of absolute divorce in favor of the Plaintiff, dissolving the marriage between the parties in this action.
PLEASE TAKE NOTICE that pursuant to DRL §253, to the best of Plaintiff's knowledge, Plaintiff has taken all steps solely within Plaintiff's power to remove all barriers to the Defendant's remarriage following the divorce.
NOTICE OF AUTOMATIC ORDERS. Pursuant to Domestic Relations Law Section 236 part b sec. 2, the parties are bound by certain automatic orders which shall remain in full force and effect during the pendency of the action.
NOTICE ABOUT HEALTH CARE: PLEASE TAKE NOTICE that once a judgment of divorce is signed in this action, both you and your spouse may or may not continue to be eligible for coverage under each other's health insurance plan, depending on the terms of the plan.
NOTICE OF GUIDELINE MAINTENANCE FOR UNCONTESTED DIVORCE:
If your divorce was commenced on or after January 25, 2016, this Notice is required to
be given to you by the Supreme Court of the county where your divorce was filed to comply with the Maintenance Guidelines Law. The complete text of the notice is available athttps://www.nycourts.gov/divorce/forms_instructions/NoticeGuidelineMaintenance.pdf.

LES ÉTATS-UNIS D'AFRIQ


L'Afrique aux africains

Par Benoît Hervieu

Alors que la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlec) a été officiellement créée dimanche 7 juillet, nous publions ici le long article en forme d'utopie sur les États-Unis d'Afrique publié par Usbek & Rica dans son numéro d'avril 2019.

« L'Afrique doit s'unir en vue de réaliser sa renaissance. » La phrase figure en toutes lettres dans le préambule de l'Agenda 2063, l'Afrique que nous voulons. Signé en janvier 2015 à Addis-Abeba par les chefs d'État et de gouvernement du continent, ce vaste plan d'action affiche l'ambition de faire du XXIe siècle « le siècle de l'Afrique ». Cent ans après la fondation en 1963 de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le « berceau de l'humanité » aura-t-il réalisé l'unité chère aux inspirateurs du panafricanisme ? Plusieurs facteurs incitent à parier sur un essor continental, notamment un potentiel économique généré par une démographie exponentielle. Mais la constitution d'un grand marché africain ne signifie pas forcément l'avènement des États-Unis d'Afrique, utopie traversée depuis toujours par les tensions internes au mouvement panafricain.

« Qu'il serait bon et plaisant
Avant Dieu et l'homme
De voir l'unification de tous les Africains
Afrique, unis-toi, car les enfants veulent rentrer à la maison. »
(Bob Marley, « Africa Unite »)

Qu'elle serait « bonne et plaisante » l'unification africaine invoquée par Bob Marley en 1979, deux ans avant sa mort. L'album Survival, qui contient la chanson « Africa Unite », est à l'image de la longue marche de l'Afrique en direction d'elle-même : tendue, incertaine et parfois contradictoire. Qui scande ici l'unité ? Non pas un Africain mais un Jamaïcain. Espère-t-il une Afrique sans frontières internes ?


W.E.B. Du Bois

Il célèbre sur le même disque la naissance annoncée d'un nouvel État, le Zimbabwe (ex-Rhodésie), toujours tributaire des frontières héritées des tutelles européennes.

Paradoxe de la période postcoloniale, l'Afrique se cherche jusqu'à aujourd'hui dans les nouveaux noms de sa fragmentation. Le Dahomey est devenu le Bénin en 1975, la Haute-Volta se renomme Burkina Faso en 1984, la République démocratique du Congo se fait Zaïre en 1971 avant de reprendre sa dénomination initiale en 1997, le Swaziland se rebaptise Eswatini en 2018. Et c'est encore en Afrique qu'apparaît le dernier des États siégeant à l'Onu : le Soudan du Sud, qui a hissé son drapeau en 2011.

« La marche vers l'unité n'est pas toujours flagrante et une partie de la population s'est pliée à la logique des frontières », constate l'agronome et ancien fonctionnaire du ministère de la Coopération Henri Rouillé d'Orfeuil. « En matière de panafricanisme, seule une classe intellectuelle préserve l'héritage. » Tout comme une autre a porté le mouvement à son origine. Hors du continent. Ce n'est pas le moindre de ses paradoxes. Le mouvement panafricain n'est pas né en Afrique mais parmi les consciences noires d'Europe, d'Amérique du Nord et de la Caraïbe, comme le rappelle l'historien Amzat Boukari-Yabara dans Africa Unite ! Une histoire du panafricanisme (La Découverte, 2014).

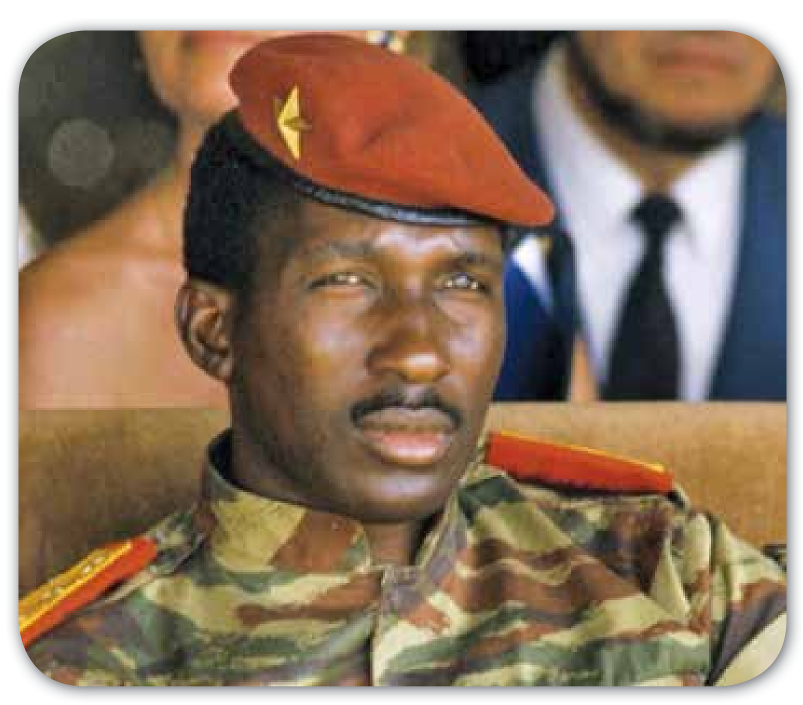
Nous sommes à la fin du XIXe siècle quand émerge une mobilisation internationale en faveur de l'émancipation des « peuples de couleur ». Le siècle qui s'achève a été marqué par la fondation de la première République noire en Haïti (1804) puis par l'abolition de l'esclavage (1848). Un peu plus tôt encore, avant le Liberia en 1847, la colonie britannique de la Sierra Leone a été instituée en 1787 avec le rapatriement d'esclaves affranchis. Pourtant, sur les continents américain et européen, la fin du statut d'esclave ne signe en rien la fin des discriminations, qui se paient de théories pseudo-scientifiques sur les hiérarchies raciales. L'Europe a abandonné la traite ? Elle ne cesse de croire en sa « mission civilisatrice » qu'entérine la conférence de Berlin des années 1884-1885. Quatorze pays se réunissent alors dans la capitale allemande et se partagent les zones d'influence. L'Afrique est désossée en autant de territoires sous tutelle qui deviendront plus tard des États. Un seul a résisté : l'Éthiopie millénaire, victorieuse des troupes italiennes lors de la bataille d'Adoua, le 1er mars 1896.

« L'Afrique aux Africains »

Le salut des peuples noirs opprimés viendra de la reconquête du berceau volé. L'Américain W. E. B. Du Bois est l'un des premiers à poser l'enjeu d'une réappropriation territoriale superposé à celui de l'émancipation. C'est à son initiative que se tient la toute première conférence panafricaine à Londres, du 23 au 25 juillet 1900. La rencontre réunit trente-sept délégués, tous ressortissants des Amériques et d'Europe. Ce panafricanisme de la première heure oscille néanmoins entre l'horizon continental et la lutte pour les droits civiques à l'extérieur.

Au Liberia, les tensions entre « autochtones » et anciens de la diaspora soulignent déjà les difficultés de l'unification. La conception progressiste qu'en donne Du Bois est bientôt rattrapée par celle, plus radicale, du Jamaïcain Marcus Garvey pour qui la restauration de l'unité perdue de l'Afrique se joue dans un vaste élan populaire de solidarité raciale. « Afrique », « Afrique noire » et « négritude » (même si ce mot apparaît plus tard) se confondent dans la promesse messianique du grand retour à la Terre promise et son creuset éthiopien, d'où se concrétisera le mot d'ordre : « L'Afrique aux Africains ».Il faut attendre le cinquième congrès panafricain, à la suite de la conférence de 1900, pour que ce mot d'ordre s'insère dans un projet politique. Tenu en octobre 1945 sous l'impulsion de George Padmore et Kwame Nkrumah, le congrès de Manchester fait coïncider la lutte pour l'émancipation et la cause des indépendances. Or, s'agit-il d'asseoir l'émancipation dans la construction de nouveaux États-nations, surgis des tracés de l'ancien colonisateur ? Ou doit-on considérer la décolonisation comme une étape, prélude à la fusion de ces États à peine nés dans une grande Afrique ?

Nkrumah incarne l'autre grande tension du panafricanisme. Père de l'indépendance du Ghana, il est aussi le premier à employer le terme d'« États-Unis d'Afrique ». « L'Afrique est reliée au reste du monde (...) mais pas à elle-même », écrit-il dans son ouvrage L'Afrique doit s'unir, publié en 1963, l'année de la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) devenue l'Union africaine (UA) en 2002. Dans son sillage, l'intellectuel sénégalais Cheikh Anta Diop développe la perspective d'un « destin fédéral de l'Afrique ». Que reste-t-il aujourd'hui de cette promesse ? L'Afrique a-t-elle acquis l'assise suffisante pour se relier à elle-même dans un avenir proche et ne pas subir l'influence de l'Europe, des États-Unis ou de la Chine ?


Thomas Sankara

Tsunami industriel et numérique

Nombreux sont les facteurs à conforter le poids futur du continent à l'échelle mondiale. Forte de ses 44 millions de km2, la superficie africaine se classe au deuxième rang planétaire après celle de l'Asie. En son sein se joue l'éclosion d'un vivier économique soutenu par une inégalable croissance démographique. L'Afrique compte 1,2 milliard d'habitants et sa population devrait passer, selon les projections onusiennes, à 2,5 milliards d'individus en 2050 puis à près de 4 milliards en 2100 (à croissance constante). « La proportion de citadins africains représentera la moitié de la population totale du continent en 2030, avant d'atteindre 60 % en 2050 »

Le continent brille également par sa jeunesse, avec 200 millions de personnes issues de la tranche d'âge 15-24 ans. Jeune, la population africaine s'urbanise. De 36 % actuellement, la proportion de citadins africains représentera la moitié de la population totale du continent en 2030, avant d'atteindre 60 % en 2050, toujours selon l'Onu. Rien de tel pour stimuler un marché intérieur avec, à la clé, une demande de produits alimentaires appelée à tripler au milieu de ce siècle. À raison d'une croissance de 5 % au cours de la prochaine décennie, l'Afrique devrait afficher un PIB cumulé de 2 500 milliards de dollars grâce à la zone de libre-échange continentale dont elle s'est dotée dimanche 7 juillet.

Tous ces indicateurs conduisent l'ancien Premier ministre franco-béninois Lionel Zinsou à prédire pour l'Afrique trois vagues synonymes de « tsunami industriel », comme il le confiait à RFI en 2014. La première tient à l'intégration en cours de certaines industries africaines dans les chaînes de valeur mondiales. La deuxième « viendra de la satisfaction des besoins africains : automobiles, ciment, agroalimentaire, etc. ». Enfin, la troisième vague sera suscitée par les délocalisa-


Kwame Nkrumah

UE, C'EST POUR QUAND ?



La skyline de Victoria Island à Lagos, au Nigeria / OpenUpEd - CC BY 2.0

tions et les avantages compétitifs du continent qui, alors, « se substituera à l'Asie ».

Au tsunami industriel annoncé se conjugue une révolution numérique. En 2017, l'Afrique est devenue la région du monde à avoir enregistré la plus forte progression en matière d'accès à Internet (+ 20 %), totalisant 400 millions d'utilisateurs, selon le fonds Partech Africa. Certains pays caressent déjà le rêve d'abriter les Silicon Valley de demain. En tête, le Rwanda a inauguré en novembre 2018 la Kigali Innovation City. Complexe universitaire et technologique d'envergure « panafricaine », selon le vœu du président rwandais Paul Kagame, cette structure implantée sur 70 hectares prévoit de créer plus de 50 000 emplois, de former chaque année 2 600 diplômés, et de générer 150 millions de dollars annuels en exportations de produits et services dans les nouvelles technologies.

De quoi combler les déséquilibres connectiques d'un continent où quatre habitants sur cinq n'ont toujours pas accès au Web ? « Les Européens flattent les start-up mais les jeunes Africains rêvent surtout d'un ailleurs », tempère Henri Rouillé d'Orfeuil. Quant au panafricanisme revendiqué à l'aune des meilleurs indices économiques, il relève plus d'un « afrolibéralisme », que déplore l'économiste dakarois Ndongo Samba Sylla. « On libère les marchés et rien d'autre, puis on s'imagine que le projet politique en découlera. » « On », c'est-à-dire les États et une Union africaine plutôt à la peine.

L'intégration en trompe-l'œil

« Il n'y a pas d'idée plus puissante en Afrique que le panafricanisme », assure l'économiste et sociologue Martial Ze Belinga. « Candidats en campagne ou dirigeants la mentionnent régulièrement dans leurs discours. Mais brandir l'idée quand on est dans l'opposition est une chose, et l'assumer une fois au pouvoir en est une autre. » Tout aussi circonspect, l'historien Amzat Boukari-Yabara critique « ce décalage entre une idée fédératrice et l'agenda propre d'États qui disent la défendre ». Un décalage révélé, selon lui, par l'actuelle situation de l'UA « où sont rassemblés les 55 États du continent sans que tous aient intérêt à en faire partie », et qui explique pour beaucoup les difficultés à recharger le grand dessein commun.

Conduit sous l'égide de Paul Kagame, le dernier sommet de l'UA à Addis-Abeba, en février 2019, laisse derrière lui un bilan bancal. Le président rwandais a certes obtenu la création d'un fonds pour la paix – bien que doté de 80 millions de dollars, loin des 400 prévus au départ – destiné à soutenir le règlement des conflits continentaux. L'accord de Khartoum pour la paix en Centrafrique, signé le 6 février 2019, a conforté l'initiative. Or, la paix demeure fragile et la nouvelle présidence annuelle de l'UA confiée à l'Égypte ne laisse pas forcément présager le même résultat en Libye. « L'Union Africaine continue d'incarner, avec d'autres, les institutions de la colonialité »

Plus embarrassant, le financement de l'UA dépend à plus de 70 % des apports extérieurs, et l'Afrique du Sud a rejeté la proposition d'une taxation des importations des pays membres pour parvenir à un autofinancement. « L'UA continue d'incarner, avec d'autres, les institutions de la colonialité », constate Martial Ze Belinga. Et cette « colonialité » n'est pas sans incidence sur l'autre grand chantier que représente la Zone de libre échange continentale africaine (Zlec), lancée lors du dernier sommet de l'UA à Niamey, le 7 juillet 2019.

La mécanique a tardé à prendre corps du fait des réticences d'un autre poids lourd de la région : le Nigeria, dont le PIB représente à lui seul 70 % de celui de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Le pays est en passe de devenir en 2050 la troisième puissance démographique mondiale après l'Inde et la Chine, avec 400 millions d'habitants. « Il y a là un sérieux risque de désintégration économique », prévient Ndongo Samba Sylla. La réduction de 90 % des barrières douanières prévue par la Zlec se télescope, dans les pays de la Cedeao, avec des dispositifs similaires prévus par les accords de partenariat économique (APE) conclus avec l'Union européenne (et également refusés par le Nigeria). « Comme la finalisation des APE en Afrique de l'Ouest n'était pas possible sans le Nigeria, l'Union européenne a signé des APE intérimaires en 2007 avec les deux autres pays les plus avancés de la région », poursuit Ndongo Samba Sylla. En l'occurrence, la Côte d'Ivoire et le Ghana.

Plus grave, les autres pays de la Cedeao signataires de la Zlec ne pourront pas davantage taxer les produits correspondant à 90 % des importations du Ghana et de la Côte d'Ivoire en provenance de l'Union européenne. « Le Nigeria a eu raison d'être prudent. Une intégration économique continentale sans garantie fera des perdants. » Martial Ze Belinga le rappelle : « L'accès à la souveraineté est un processus long. L'histoire l'a montré sur le continent américain. N'a-t-il pas fallu cent douze ans pour construire le dollar après la période britannique ? » Le réveil panafricain par l'intégration économique impliquerait-il l'alternative d'une monnaie commune ?

L'unité sans les États ?

Le symbole monétaire fait aujourd'hui l'objet d'attentions militantes, en particulier dans les quatorze pays de la zone franc CFA (tous les pays d'Afrique subsaharienne autrefois sous domination coloniale française, à l'exception de la Guinée, ndlr). La fin du fiduciaire postcolonial vient en écho à certains discours panafricanistes du moment. Délivrerait-elle du spectre des anciens empires ?

Pourfendeur du CFA et coauteur en 2013 d'un Manifeste pour la construction des États-Unis d'Afrique, Ndongo Samba Sylla préconise un système de monnaies nationales solidaires qui atténuerait les écarts intracontinentaux et reposerait sur trois piliers : « Une unité de compte commun aux pays pour permettre les convertibilités, des chambres de compensation pour commercer entre Africains sans pression de l'euro ou du dollar, et enfin un système de réserve entre pays débarrassé de la "garantie française". »

« L'Afrique de l'Ouest se mobilise beaucoup. L'Afrique centrale, moins, compte tenu de la persistance de "vieux régimes" et d'une économie rentière »

Le levier économique d'une intégration réelle est de plus en plus discuté au sein de collectifs de la société civile tels que Y'en a marre ! au Sénégal, Balai Citoyen au Burkina Faso, Lutte pour le changement (Lucha) en République démocratique du Congo, ou encore les Economic Freedom Fighters en Afrique du Sud. « L'Afrique de l'Ouest se mobilise beaucoup. L'Afrique centrale, moins, compte tenu de la persistance de "vieux régimes" et d'une économie rentière », observe Martial Ze Belinga.

Amzat Boukari-Yabara s'inquiète du manque de relais politique digne de ce nom à tous ces mouvements. « La faillite des partis politiques africains n'aide pas », regrette l'historien, pour qui Thomas Sankara a constitué la dernière grande figure d'un leadership panafricain aujourd'hui introuvable : « Paul Kagame a pratiqué une approche top-down quand il faudrait faire le contraire. » Et le fameux passeport continental, que ce dernier a fait approuver en 2018 – mais pour l'instant réservé aux chefs d'État et diplomates –, ne suffira guère à promouvoir une conscience citoyenne à la mesure de l'enjeu.

Une telle conscience nécessite de relever le défi majeur que posent tous les interlocuteurs ici sollicités : la démocratisation, tant des régimes que des institutions transnationales. « Y aura-t-il un jour un Parlement panafricain élu ? Ce projet serait révolutionnaire, et voilà un projet que l'UA devrait soutenir si elle ne veut pas rester une enceinte de jeux de pouvoir », plaide Amzat Boukari-Yabara. « Pour l'instant, l'UA mime l'Union européenne, mais mal », abonde Ndongo Samba Sylla. Si personne ne songe à supprimer les États – « même s'il en existe de faillis, voire dissous, comme la Centrafrique et la Somalie », rappelle Henri Rouillé d'Orfeuil –, la résurgence du panafricanisme pourrait bien passer « par-dessus » ces derniers.

« Penser la mobilité à l'intérieur de l'Afrique, c'est l'enjeu du XXIe siècle. Redessiner les frontières, mais aussi la carte du ciel africain »

C'est en tout cas l'hypothèse que formule Martial Ze Belinga. Moins que des « États-Unis d'Afrique », l'économiste et sociologue franco-camerounais voit poindre une Global Africa, « une forme de panafricanisme non étatique, voire transgressant les États ». Sa force de frappe ? Une production culturelle instillant une identité commune : « Il n'y a pas un artiste africain, sur le continent ou au-dehors, qui n'ait chanté l'Afrique », fait valoir le spécialiste de l'économie de la culture.

Un autre vecteur ramène, selon lui, aux sources du panafricanisme « du fait de la circulation, de plus en plus fréquente, des afro-descendants de la diaspora sur le continent et des visites des lieux de mémoire ». La mobilité continentale constitue l'autre question centrale qu'Amzat Boukari-Yabara voudrait voir accéder au rang de projet politique : « Penser la mobilité à l'intérieur de l'Afrique, c'est l'enjeu du XXIe siècle. Redessiner les frontières, mais aussi la carte du ciel africain, affirme l'historien. Est-il normal de transiter encore par un aéroport européen pour aller d'une capitale africaine à l'autre ? » Horizon autant que territoire, l'Afrique fait corps dans son propre mouvement.



Usbek & Rica 13 Juillet 2019

Mumia Abu-Jamal : Entretien !

Par Jean-Pierre Barrois

Qui est Mumia Abu-Jamal ?
Wesley Cook est né le 24 avril 1954 à Philadelphie (Pennsylvanie). Connu sous le nom de Mumia Abu-Jamal, il est incarcéré au centre pénitencier Mahanoy, à Frackville, Pennsylvanie, sous le matricule AM 89335.

Le 9 décembre 1981, à Philadelphie, Mumia conduit le taxi qui lui permet de compléter ses revenus de journaliste à la radio. Il est détenteur d'un permis de port d'arme. Lorsqu'il voit le policier Daniel Faulkner contrôler son frère, Mumia intervient. Une fusillade s'ensuit au cours de laquelle le policier est atteint mortellement, tandis que Mumia est grièvement blessé d'une balle dans le ventre. Il est arrêté et passé à tabac puis transporté à l'hôpital. Le maire de la ville, Frank Rizzo, qui exerçait également la fonction de chef de la police, avait déjà dénoncé Mumia à plusieurs reprises en raison de ses reportages contre les violences policières. Il s'était également distingué en appelant les électeurs à « voter pour les Blancs ». Lors de l'enquête, le médecin légiste qui a examiné Faulkner a indiqué qu'il avait été tué par des balles de calibre 44, alors que le pistolet de Mumia était un calibre 38. Le témoin clé de l'accusation, Cynthia White, a reconnu avoir menti parce que la police la menaçait. Six témoins ont déclaré que le tueur avait fui de la scène de crime.

La justice a toujours refusé d'entendre un homme qui a juré que c'était lui, et non Mumia, qui avait tiré sur Faulkner. Lors du procès, les jurés noirs étaient systématiquement éliminés du jury. Le juge en charge de l'affaire, Albert Sabo, est celui qui a prononcé le plus grand nombre de condamnations à mort aux États-Unis. En 2002, un journaliste a révélé que lors du procès de Mumia, en 1982, le juge avait déclaré qu'il allait « les aider à faire griller ce nègre ». En juillet 1982, Mumia est condamné à mort. Trente-huit ans après sa condamnation, Mumia est toujours en prison. En 2008, une cour d'appel fédérale américaine a annulé sa condamnation à mort pour vice de procédure, mais Mumia risque de mourir « à petit feu », en prison, d'autant qu'il est gravement malade.

À propos de cette interview : compte tenu des contraintes imposées par les autorités, cette interview s'est déroulée sur plusieurs semaines en mai et juin 2019. Rien n'aurait été possible sans l'aide précieuse de Suzanne Ross, de l'association de la famille et des amis de Mumia, International Concerned Family and Friends of Mumia Abu-Jamal, qui a consacré temps et énergie sans compter. Qu'elle en soit chaleureusement remerciée.

Interview réalisée depuis sa prison pour la Tribune des Travailleurs



Mumia Abu-Jamal dans le local des Black Panthers à Philadelphie, en 1970.

Jean-Pierre Barrois (JPB) : Tu as rejoint très jeune le Black Panther Party. Peux-tu nous expliquer ce qui t'a amené à rejoindre ce mouvement ?

Mumia Abu-Jamal (MAJ) : C'est en 1968 que j'ai eu 14 ans. C'est à cette époque que George Wallace (1), le candidat à la présidentielle, un raciste se présentant pour la droite, a décidé de venir faire campagne en ville. On était un groupe de quatre copains des quartiers nord de la ville de Philadelphie, et nous nous sommes déplacés là où il devait tenir une réunion publique, un lieu appelé le Spectrum. On s'est tous fait jeter. Et quelques instants plus tard, alors que nous attendions le bus pour rentrer chez nous, on a été attaqués par des flics en uniforme qui nous ont tabassés. Dans la période printemps-été 1969, un groupe de nos frères s'était constitué et a ouvert un bureau en plein cœur des quartiers nord. J'en faisais partie. À la fin de 1968, une militante de longue date, Andrea, m'avait donné un numéro d'un magazine appelé Remparts qui publiait un article époustouflant sur le Black Panther Party. Plus tard, elle m'a donné un numéro du journal des Panthères noires. J'ai été subjugué. Et là, on peut dire que c'est une affaire d'amour qui a commencé avec ce groupe.

JPB : Revenons à ton enfance. Peux-tu me dire quelques mots du quartier dans lequel tu as été élevé ?

MAJ : J'ai été élevé et ai grandi dans le quartier nord de Philadelphie. C'était alors le plus grand quartier noir de la ville. Mon père et ma mère venaient de Caroline du Nord, ils faisaient partie des derniers à avoir migré du Sud vers le Nord. Certains de mes frères sont nés en Caroline du Nord et sont venus plus tard à Philadelphie. Les plus jeunes sont nés ici, à Philadelphie. On habitait dans ce qu'en argot américain on appelle les P. J., des « projets immobiliers ». C'étaient des maisons construites avec des fonds fédéraux, l'architecture était en brique et en acier, c'était propre, solide et bien chauffé. En fait, ces nouvelles maisons étaient belles, avec leurs façades de brique rouge sombre, tout cela parsemé d'espaces verts, et, au début, avec les nouveaux arrivés du Sud, ces projets immobiliers n'étaient pas du tout délicts. Les gens étaient très contents d'y habiter. Je pense que pour eux c'était des maisons d'une qualité bien supérieure à ce qu'ils avaient connu dans le Sud rural. C'est dans ce quartier que je suis allé à l'école.

JPB : Des souvenirs sur les écoles que tu as fréquentées, les enseignants ?

MAJ : J'ai l'impression que ces écoles où régnait la ségrégation à l'époque étaient en fait d'un niveau supérieur à ce que sont les écoles actuellement. Les enseignants – dont la plupart étaient des Noirs — étaient intelligents, bien formés et très motivés. Je pense qu'ils se souciaient beaucoup des jeunes gosses noirs et faisaient tous les efforts possibles pour leur enseigner quelque chose. Comme la plupart de nos enseignants, ils venaient du Sud, et en raison de la forte ségrégation scolaire qui régnait dans le Sud, ils avaient fréquenté des écoles du Nord ou de l'Ouest des États-Unis. Et c'est la raison pour laquelle ils avaient reçu une très bonne formation. Il y a aussi le fait qu'ils étaient jeunes, suffisamment jeunes pour comprendre que les gosses qui leur étaient confiés, les jeunes Noirs, étaient au cœur de leur mission d'enseignant. Quand je les écoutais parler, j'entendais toute une série d'accents du Sud qui me permettaient de savoir d'où ils venaient.

JPB : Y a-t-il un professeur dont tu te souviens particulièrement ?

MAJ : Oui, il s'appelait Rudolf Valentino Luni et c'est le type le plus cool que j'ai jamais connu. En plus, on aurait dit qu'il n'y avait rien qu'il ne connaissait pas. Franchement, je pense que l'enseignement public s'est sérieusement détérioré au fil des années.

JPB : Je reviens sur ce que tu as dit sur ton adhésion au Black Panther Party. Peux-tu donner quelques détails ?

MAJ : Ça s'est passé après la manifestation armée des Black Panthers à Sacramento en Californie (2). À ce moment-là, des groupes ont été constitués partout à travers le pays. On était très impressionnés. Avec d'autres copains, on a essayé de prendre contact avec un de ces groupes. On les a appelés, mais quand on appelait, on n'avait pas de réponse. Donc on s'est déplacés, et on est allés à Germantown (3). On avait une adresse. Quand on a frappé à la porte, pas de réponse. Donc on est allés au centre-ville, où il y avait une librairie qui s'appelait Robin's Bookstore (4). On leur a commandé des journaux des Black Panthers. Et on les a vendus. C'est comme ça que peu de temps après on a ouvert notre premier local, au 1928, West Columbia avenue, au nord de Philadelphie. Le local était plein de monde du matin jusqu'au soir. On a construit l'une des meilleures sections des Black Panthers à Philadelphie.

Je voudrais dire un mot sur les flics. Le maire de Philadelphie s'appelait Frank Rizzo. Il s'était fait une réputation dans la ville, particulièrement après que les étudiants noirs de Philadelphie avaient été tabassés par ses flics. C'est lui qui avait donné les ordres. Il leur avait dit : « *Foutez-en leur plein leur cul noir.* » C'est un type qui détestait les Noirs. Il organisait des descentes dans les bureaux des Black Panthers. Lors de ces descentes, les flics menaçaient les présents avec des armes semi-automatiques et les forçaient à se déshabiller. Ça a fait un boucan du diable dans les médias. À tel point que la police de Philadelphie a été poursuivie par le département fédéral de la Justice en raison de ses brutalités contre les habitants noirs de la ville.

JPB : La guerre menée contre les Noirs et notamment les jeunes n'est pas une affaire du passé…

MAJ : La société américaine, compte tenu de ses origines, estime qu'il est tout à fait normal de maltraiter les Noirs. C'est une réalité de la vie américaine, et je dirai que c'est à la fois une réalité de classe et une question de race. Cette situation demeure de nos jours.

JPB : Donc, vous avez construit votre section des Black Panthers à partir du journal ?

MAJ : Le journal s'appelait The Black Panther : Black Community News Service (La panthère noire : service de presse des quartiers noirs). La première fois que je l'ai vu, j'ai été comme hypnotisé. Jamais je n'aurais pu penser qu'un tel parti et un tel journal puissent exister.

JPB : Tu te souviens d'un article qui t'a marqué ?

MAJ : Franchement, je ne me souviens pas précisément des articles mais des photos. Ces photos de mes frères et sœurs de couleur. Ils étaient beaux. Et je voyais ce que faisaient les Panthers. Ils distribuaient des petits-déjeuners aux enfants. Ils manifestaient contre la violence de ces porcs de flics. J'étais époustouflé. J'étais témoin du début d'une révolution !

JPB : Le journal devait avoir une audience importante ?

MAJ : Au plus haut de la vente – en 1970 –, il s'en vendait de 125 000 à 150 000 exemplaires par semaine.

JPB : Quelle était ta responsabilité ?

MAJ : J'étais responsable de l'information, porte-parole pour la section de Philadelphie du parti.

JPB : Puis tu es parti en Californie ?

MAJ : J'ai été muté en Californie pour travailler sur le journal, et là, j'ai fait ce que l'on m'a demandé : j'ai écrit, fait de la mise en page, j'ai corrigé le journal, me suis occupé du titrage, tout ça.

JPB : Quel était le combattant que tu admirais le plus ?

MAJ : C'était le responsable de l'information – le porte-parole national, Eldridge Cleaver. C'est en travaillant pour le journal que je me suis formé comme journaliste.

JPB : C'est devenu ton occupation professionnelle par la suite ? La directrice de la rédaction – Judy Douglas – m'a enseigné comment écrire et c'est ce dont je me suis servi lorsque j'ai ensuite travaillé pour une entreprise commerciale. J'ai aimé tout ce que j'ai fait en travaillant pour le journal. Énormément, je te remercie de m'avoir posé la question.

JPB : On te surnommait alors « la voix des sans-voix ». Qui étaient-ils ?

MAJ : Dans mon travail je choisissais d'interviewer les pauvres, les travailleurs, hommes et femmes, les gens de tous les jours, qui vivaient dans une société marquée par la répression. Je savais ce que l'on ressentait lorsqu'on était attaqué et harcelé par les flics. C'est cela qui faisait qu'il m'était facile de leur parler.

JPB : Au nom de la rédaction de La Tribune des travailleurs, des lecteurs et du Comité ouvrier international, je te remercie encore d'avoir donné cette interview.

Notes

(1) Georges Wallace fut élu en 1963 gouverneur de l'Alabama sur un programme qui se passe de tout commentaire : « Ségrégation maintenant, ségrégation demain, ségrégation pour toujours ». Il reste également tristement célèbre pour avoir tenté, le 11 juin 1963, d'empêcher les deux premiers étudiants noirs, Vivian Malone Jones et James Hood, d'entrer à l'université d'Alabama.

(2) Le Black Panther Party for SelfDefense (Parti des panthères noires pour l'auto-défense, BPP) s'était constitué notamment pour l'auto- défense des Noirs, cibles des crimes racistes de la police, par l'utilisation du droit constitutionnel de porter des armes. Le 2 mai 1967, pour protester contre un projet de loi républicain visant à réglementer le port d'arme, une trentaine de Black Panthers armés entrent dans le Capitole (assemblée législative de Californie) à Sacramento, avant d'être arrêtés. Les images font le tour des quartiers noirs de tous les États-Unis et contribuent à populariser le BPP.

(3) Quartier de Philadelphie situé au nord-ouest de la ville.

(4) C'était la seule librairie où il était alors possible de se procurer des livres politiques de gauche, sur les droits civiques ou le combat révolutionnaire, de Malcolm X et Huey Newton à Frantz Fanon en passant par les auteurs marxistes. Cette librairie s'est rendue célèbre lorsqu'en 1964 ses propriétaires ont refusé de retirer de la vente le roman de Henry Miller, Tropique du cancer, dont un juge de Philadelphie avait interdit la vente ! La librairie a fait appel et a fini par gagner, et Tropique du cancer a pu être vendu dans toutes les librairies des États-Unis.

La Tribune des travailleurs - No197 - Mercredi 10 juillet 2019

Jean Moulin: icône et héros de la résistance au fascisme (1899 - 1943)

Par Frantz Latour

Il y a 76 ans, mourait, le 8 juillet 1943, Jean Moulin, président du Comité National de la Résistance, en France, après d'atroces tortures aux mains de la Gestapo.

Né à Béziers, Jean Moulin est le fils d'un professeur de lettres franc-maçon et radical-socialiste. Dans les années 1930, il fait partie de cabinets ministériels successifs, y compris sous le Front populaire. Pierre Cot, pilote, ministre de l'Air sous le gouvernement d'Édouard Daladier, le charge d'approvisionner secrètement en armements les républicains espagnols, en guerre contre les nationalistes de Franco. C'est là sa première expérience de la clandestinité.

Le 17 juin 1940, à la préfecture de Chartres où il est le plus jeune préfet de France, des officiers allemands lui demandent de signer un texte condamnant de prétendus méfaits des troupes africaines de la France. Jean Moulin refuse. Il est arrêté et dans la nuit il tente de se suicider en se tranchant la gorge. Sauvé de justesse, il reprend ses fonctions de préfet à Chartres et encaisse sans tergiverser les premières lois liberticides de Vichy, notamment celles relatives au statut des Juifs. Déjà affublé du qualificatif de *« préfet rouge »* à cause de ses engagements militants, il est relevé de ses fonctions le 2 novembre 1940.

L'armée allemande envahit l'URSS en septembre 1941. Moulin conscient de la mondialisation du conflit, décide de partir pour Londres, utilisant un faux passeport au nom de Mercier. Il compte rejoindre le général de Gaulle, chef de la France libre, qui ne jouit pas encore de la pleine reconnaissance des résistants de l'intérieur, eux-mêmes « peu nombreux, peu actifs et divisés, » à l'époque. De Gaulle demande à Jean Moulin de se faire son porte-parole auprès d'eux. Moulin accepte. Il est alors parachuté sur le sol français en janvier 1942.

En 1943, c'est lui qui va unifier les réseaux de résistance de la zone Sud. C'est aussi grâce à lui que les communistes se rallient. « Il crée les services clandestins communs : atterrissages, parachutages, information et presse, noyautage des administrations publiques. Il s'adjoint secrétariat, agents de liaison, opérateurs-radio, agents instructeurs. Il distribue les fonds, assure les liaisons



Jean Moulin, icône et héros de la résistance au fascisme.

avec Londres, coordonne les distributions d'armes et devient ainsi, sans en avoir le titre, le véritable chef de la Résistance, d'abord en zone sud puis sur l'ensemble du territoire ». Il crée le Conseil National de la Résistance dont il deviendra le président en février 1943.

Au printemps 1943 Jean Moulin voit ses efforts porter leurs fruits. Le 8 mai 1943, dans un message sans ambiguïté, il demande *« l'installation à Alger d'un gouvernement provisoire, sous la présidence du général de Gaulle ; le général Giraud devant être le chef militaire »*. Effectivement, les deux généraux créeront le 3 juin suivant un *Comité français de la libération nationale*.

Le 27 mai 1943, Moulin réunit clandestinement les principaux chefs de la Résistance, à Paris, et les convainc de la formation d'un Conseil national de la Résistance (CNR) qui soit alors inféodé au général de Gaulle. Le 21 juin 1943, le tout nouveau Conseil National de la Résistance se réunit dans la villa d'un médecin, le docteur Dugoujon, à Caluire, une petite ville proche de Lyon, où Klaus Barbie (surnommé « le boucher de Lyon »), dirige les services de la police de sûreté allemande durant l'occupation de la France par l'Allemagne nazie.

Avant même le début effectif de la réunion, Klaus Barbie, apparemment guidé par une trahison, fait irruption avec la Gestapo : tout le monde est arrêté à l'exception de René Hardy qui s'échappe. Ce dernier est le seul à n'avoir pas été convoqué directement par Moulin. Détail intéressant : il avait déjà été arrêté puis relâché par ce même Barbie.

Les Allemands ne tardent pas à identifier Jean Moulin comme le chef de la Résistance intérieure. Moulin, interrogé, torturé, ne parle pas. Epuisé sous l'effet d'abominables tortures, en gare de Metz, il est expédié à Paris puis à Berlin, agonisant en déportation et mourra dans le train qui l'y emmène, le 9 juillet. Les cendres de Jean Moulin, fédérateur de la Résistance, héros national, ont été transportées au Panthéon le 19 décembre 1964, côtoyant celles de Jaurès, Hugo et Schoelcher.

Les partisans de la lutte à mener sans cesse contre les forces réactionnaires d'extrême-droite, contre le fascisme qui se réveille un peu partout dans le monde, ne peuvent que saluer bien bas l'immense courage de Jean Moulin, le grand résistant qui, livrait, hier dans l'ombre, un combat sans merci pour la liberté.

Nombre de militants continuent ce combat, dans d'autres circonstances et environnements aussi périlleux.

Jean Moulin repose aujourd'hui en paix, auréolé d'une mort glorieuse, sous la torture, sans avoir jamais parlé. Jean Moulin, icône de la résistance au fascisme, héros absolu.

15 juillet 2019

La mémoire au service des luttes : Frida Kahlo

Par FUIQP & Alain Saint-Victor

Il y a 65 ans, le 13 juillet 1954, Magdalena Frida Carmen Kahlo Calderón décédait.

Artiste peintre, mondialement connue, elle met son art au service des combats progressistes et plus particulièrement du combat féministe.

Née à Coyoacán au Mexique dans une famille riche, elle est atteinte de poliomyélite à l'âge de six ans et en garde une atrophie de sa jambe droite. C'est de ce malheur que lui est né le surnom de « Frida la coja » (Frida la boiteuse).

En 1922 elle intègre l'établissement le plus huppé de la capitale réservé aux enfants de la classe dominante. La même année, âgée seulement de 16 ans, elle falsifie sa date de naissance et déclare être née le 7 juillet 1910, année du début de la révolution mexicaine. Elle est victime trois ans plus tard d'un grave accident de bus ayant comme conséquence de nombreuses interventions chirurgicales.

C'est au cours de sa longue hospitalisation qu'elle se met à peindre en étant couchée sur son lit d'hôpital. Son style emprunte dès cette période à la fois au réalisme et au symbolisme. Sensible aux inégalités sociales, elle se rapproche du parti communiste dès 1928. Elle se fait remarquer dans les discussions pour son engagement féministe en



revendiquant « la liberté et le plaisir » pour les femmes. Elle rencontre à la même période, en 1929, l'artiste engagé Diego Rivera mondialement connu pour ses peintures murales.

L'avènement du nazisme renforce l'engagement politique de Frida. Elle s'identifie de plus en plus dans son œuvre avec des figures féminines légendaires ou historiques et explore des thèmes tels que le corps des femmes, la condition des femmes ou encore le patriarcat oppressif. Elle exprime également dans ses œuvres la souffrance des femmes lors de la perte d'un enfant par exemple, ainsi que différentes sortes de blessures (celles du corps ou sentimentales).

Sous la forme d'autoportraits, elle puise dans sa vie personnelle pour briser de nombreux tabous imposés aux femmes. Elle est pour toutes ces raisons un symbole du combat féministe et une précurseur » du slogan des années 70, "le privé est politique ou "le personnel est politique".

Elle décède dans la nuit du 13 juillet 1954 des suites d'une embolie pulmonaire. Elle avait 47 ans.

Elle venait de peindre son dernier tableau sur lequel elle a écrit : « Viva la Vida » (« Vive la Vie »).

Voici quelques extraits de Frida :

« Sentir dans ma propre douleur
la douleur de tous ceux qui
souffrent et puiser mon courage
dans la nécessité de
vivre pour me battre
pour eux ».

« J'aimerais que ma peinture et moi-même nous soyons dignes des gens auxquels j'appartiens et des idées qui me donnent de la force (…) J'aimerais que mon œuvre contribue à la lutte pour la paix et la liberté ».

« Je trouve épouvantable de voir les riches passer leurs jours et leurs nuits dans des parties, pendant que des milliers et des milliers de gens meurent de faim ».

Repose en paix, sœur et camarade.

Texte FUIQP (Modifications et ajouts ASV)

Mains jointes autour de la mémoire d'Anna Napoléon



Anna Napoléon

Aujourd'hui nous soulignons le décès d'Anna Napoléon survenu à Paris le 30 mai 2019.
Femme de courage exemplaire, Anna fut arrêtée au cours de l'année 1969 par les sbires de Duvalier, alors qu'elle n'avait que 18 ans. Elle passa quatre ans à Fort Dimanche, lieu de tortures, de supplices et de mort. Elle était incarcérée uniquement parce qu'elle était la sœur d'un militant recherché par le régime. C'est là l'une des caractéristiques de la terreur duvaliériste : décimer les familles et proches de ceux et celles qui combattaient



Parmi les 12 rescapés de Fort-Dimanche, libérés à la suite du rapt de l'Ambassadeur des USA, Clinton Knox (janvier 1973). Au centre, le syndicaliste Ulrick JOLY

suite à la page(14)

Suite de la page (13)

la dictature.

Anna, malgré ces quatre années d'enfer, est restée une femme profondément humaine. Pour elle, les convictions restent essentielles même si cela comporte de lourds sacrifices.

En cette année 2019 commémorant les 50 ans d'assassinats des jeunes militants particulièrement du Parti Unifié des Communistes Haïtiens (PUCH), nous publions trois textes qui témoignent du courage, de la solidarité et de l'humanité d'Anna Napoléon. [ASV]

Hommage à Anna

Anna et moi, nous nous sommes rencontrées le jour de notre libération à la suite du rapt de l'ambassadeur américain Knox. Elle a été arrêtée en 1969 de même que son frère Emmanol, lors de la vague de répression contre les communistes durant l'année 1969.

Anna fut emmenée de force par les macoutes à Fort-Dimanche à la place de son frère Jean, frère qu'elle adorait, qui n'était pas à la maison ce jour-là. Elle me racontait comment les macoutes les avaient violentés, en saccageant leur maison.

Anna, femme d'une stature robuste, gesticulait à chaque phrase comme pour ponctuer sa détermination à tenir ferme. Elle me disait : «les macoutes n'ont pas eu raison de moi mais la maladie c'est quelque chose qu'on ne peut vaincre».

Anna était ouverte à tout le monde. Camarades, amis, sympathisants étaient toujours bienvenus, à tel enseigne que sa maison d'Yvry, à Paris, était devenue le toit de tout le monde : un passage obligé. On n'oubliera jamais sa nourriture, de très loin on reniflait les effluves.

En cette année du cinquantième de la répression duvaliériste de 1969, je veux lui rendre cet hommage, car elle a résisté avec force et courage les quatre années de prison à Fort-Dimanche. Je me souviens, elle me disait toujours, lors de mes passages à Paris : «nous devons tenir et renforcer notre conviction». Elle n'était pas membre du Parti, mais elle a gardé ce respect de grande sympathisante de la lutte.

Elisabeth Philibert

Discours pour les funérailles d'Anna

À toi chère Anna, notre cousine de cœur

Notre lien affectif indéfectible a commencé au tout début des années 70, à notre arrivée en France.

Joly et toi vous nous avez accueillies, toutes les deux, dans votre appartement lorsque nous sommes arrivées d'Haïti en passant par la Belgique.

Notre sœur Élisabeth PHILIBERT nous avait souvent parlé de toi comme une camarade de lutte en Haïti qu'elle affectionnait tout particulièrement et c'est elle qui nous a suggéré de te contacter.

À Ivry, nous vivions tous ensemble telle une famille soudée avec vos deux enfants Farouk et Sandra, sans oublier Guitmy, notre voisine qui a toujours été d'un fidèle soutien pour la communauté haïtienne.

Quelle belle époque de camaraderie, de fraternité et de solidarité ma Nana!

Cet esprit ne nous a jamais quittés et nous avons su, malgré le temps qui passe, garder des liens forts et indéfectibles.

D'ailleurs il n'y a pas un membre de la famille qui ne demande pas pour toi : « Marlène, Marie-Claire, comment va la cousine d'Ivry » ? C'est ainsi que ton appartement à Hoche est devenu un passage obligé pour tout le monde car ta popularité était inégalable. Tu étais reconnue par tous tant pour ta sympathie que pour tes talents culinaires. Qui n'a jamais mangé la bonne soupe joumou d'Anna le 1er janvier ou encore ses gâteaux à étage à la crème au beurre ?

Voilà que maintenant tu nous as quittés. Comme un mur, la mort nous sépare, de toi, comme le souffle du vent qui balaie les obstacles, notre amitié, notre affection et notre espérance s'en iront te rejoindre là où désormais tu nous attends près de Dieu.

Au nom de la famille PHILIBERT, nous souhaitons te dire que nous t'aimons très fort chère cousine.

Repose maintenant en paix.

La famille Philibert.

Le sourire d'Anna

Chère Bella, tu sais combien le décès de notre sœur, Anna, m'a peinée. Quoique éloignées l'une de l'autre, Anna m'était proche et a marqué ma vision de la place des femmes dans le combat social et politique.

C'est une héroïne de la lutte du peuple haïtien contre la dictature des Duvalier. J'ai fait connaissance avec elle pour la première fois à travers son témoignage à sa sortie de prison en 1973. Dans le cadre des regroupements de patriotes en exil, nous nous étions mobilisés, pour enregistrer, transcrire du créole en français, et publier ces premières paroles bouleversantes de prisonniers arrachés à l'enfer des Casernes et du sinistre Fort Dimanche.

Femmes patriotes haïtiennes, lisez et relisez le témoignage d'Anna qui inspire courage indomptable, et confiance en l'avenir grâce à la lutte des combattantes et combattants.

Je n'ai pas eu l'occasion de la voir souvent durant nos années d'exil, elle en France et moi au Canada. Cependant nous étions en correspondance avec Ulrick Joly, notamment sur la question des femmes ouvrières et des luttes syndicales. Mes démarches ont abouti pour rencontrer la famille d'Ulrick, Anna et leurs enfants, à Ivry, en 1980, puis une autre fois, à Paris en 1984.

J'ai gardé précieusement cette petite photo, souvenir de notre rencontre à Paris. On y voit Anna chez elle avec son inoubliable sourire qui exprime une autre facette de son courage. Je l'ai revue quelques années plus tard en Haïti, lors de son court séjour auprès de sa famille, après 1986. Une rencontre émouvante en compagnie de mon mari, Max Chancy et de notre camarade, Michel Hector.

Anna Napoléon, tu nous laisses un modèle de courage et de dignité ! Je suis fière de t'avoir connue, Anna.

Adeline Magloire Chancy

Pétionville, Haiti, 28 juin 2019

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Publique entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action ; admet en conséquence le divorce du sieur Jude LOUIGENE d'avec son épouse née Manoucheka LAMY pour injure graves et publiques aux torts de l'épouse; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ordonne à l'officier de l'Etat civil de la section Est de Port-au-Prince, à transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale, sous peine de dommages et intérêts envers les tiers; compense les dépens vu la qualité des parties; commet l'huissier JOHNNY JEAN de ce siège pour la signification du présent jugement ; compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous Guy AUGUSTIN, juge en audience civile, ordinaire et publique du mercredi trois juillet deux mille dix-neuf en présence de Me Paul Wesley, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE Greffier du siège.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du Ministère Public près les Tribunaux Civil d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits.

Pour expédition conforme collationnée

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre Chantal Cadet à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence, le divorce d'Emmanuel Saint Hubert d'avec Chantal Cadet pour injures graves et publiques; Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne l'officier de l'Etat Civil de la commune de Cavaillon de transcrire dans les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans un quotidien s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Compense les dépens. Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Michel GLAUD, Av. Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du jeudi dix-neuf Octobre deux mille dix-sept, en présence de Me Lutant Isarack Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du Greffier Jean Claude Novembre.

Il est ordonné

En foi de quoi…

Robert Renou

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre Jensen Charles à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence, le divorce de Naima Lurcar d'avec Jensen Charles pour injures graves et publiques ; prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne l'officier de l'Etat Civil de la commune de Cavaillon de transcrire dans les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans un quotidien s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts Isarack envers les tiers s'il y échet. Compense les dépens. Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Michel GLAUDE, Av. Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du jeudi quinze mars deux mille dix-huit, en présence de Me Lutant Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du Greffier Jean Claude Novembre.

Il est ordonné…

En foi de quoi…

Robert Renous

Officier d'Etat Civil

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, ministère public consulté et entendu, se déclare compétent pour connaitre l'affaire ; accueille favorablement l'action du demandeur pour être juste et fondée ; maintient le défaut requis et octroyé à l'audience civile ordinaire du vingt sept (27) novembre deux mille dix sept (2017) contre le sieur Occil Joseph Bellande se disant représentant des héritiers de feue Delcarme Cantave pour faute de comparaitre ; Reconnait que la Haytian American Sugar Compagny S.A (HASCO) représenté par le sieur Grégory Mevs est propriétaire incommutable tant par titre que par la grande prescription de la propriété sise sur l'habitation Desprez en section rurale de Varreux, commune de la Croix des Bouquets arrondissement de Port-au-Prince, accusant une superficie de quatre-vingt seize hectares, quatre-vingt huit ares vingt huit centiares ou soixante quinze carreaux dix centièmes vingt neuf de carreaux de terre (75) carreaux 10 centièmes 29). Elle est bornée au nord par le canal boucan bouc, au sud par la HASCO PP, à l'est par HASCO PP et à l'ouest par Savane Colas suivant plan et procès verbal d'arpentage de l'arpenteur Voltaire M. Lalane, arpenteur attaché à la direction général des impôts (DGI), ci-devant direction général des contributions en date du 15 novembre 1984 ; ordonne le déguerpissement des héritiers de feue. Delcarme Cantave représentée par le sieur Occil Joseph Bellande et la démolition de toutes les constructions généralement quelconques érigée sur ladite propriété ; reconnaît le préjudice causé par l'assignée à la requérante ; condamne le sieur Occil Joseph Bellande représentant des héritiers Delcarme et consorts à cinq cent mille gourdes (500.000) dommages intérêts en réparation pour les préjudice causé à la requérant; le condamne aussi aux frais et dépens de l'instance ; accorde l'exécution provisoire sans caution dudit jugement ; vu qu'il y a titre authentique nonobstant toutes les voies de recours ; Commet huissier Brunet Delva pour la signification et l'exécution dudit jugement, ce, conformément aux dispositions des articles 287,288, 276,294, du code de procédure civile et 448,461,1168 du code civile. Ainssi jugé et. Prononcé par nous Me Sully .L Gesma, en présence Me Nelson Cilius substitut du commissaire du gouvernement, assisté de Me Louis Guillaume, greffier en audience ordinaire et public du lundi vingt et un (21) mai deux mille dix huit An 215ème de l'indépendance.

La dernière guerre de Trump contre la réalité : camoufler les camps de concentration



Ceci n'est pas....

Par Heather Digby Parton

Malgré de nombreuses preuves de conditions inhumaines, Trump et ses sous-fifres sont prêts à présenter des "faits alternatifs".



..juste un "village de tentes" pour enfants migrants à Tornillo, Texas. Les enfants l'appellent "el infierno". Allez savoir pourquoi

Il fut un temps, au début de l'administration de Donald Trump, où le président s'est donné du mal pour faire semblant de s'occuper des enfants. Vous vous souvenez peut-être de cette première conférence de presse à la Maison-Blanche, où il a exprimé sa grande empathie pour les Dreamers, les immigrants sans papiers amenés aux USA alors qu'ils étaient enfants et qui n'ont grandi dans aucun autre pays.

Nous allons traiter les DACA* avec cœur. Je dois traiter avec beaucoup de politiciens, n'oubliez pas, et je dois les convaincre que ce que je dis est vrai. Et j'apprécie votre compréhension à ce sujet. Mais la situation du DACA est très, très difficile pour moi. Parce que, vous savez, j'adore ces enfants. J'adore les enfants. J'ai des enfants et des petits-enfants.

Vous vous souviendrez aussi que lorsque les démocrates et républicains du Congrès ont concocté un deal de 25 milliards de dollars pour son mur stupide en échange d'un chemin vers la citoyenneté pour ces "enfants" qu'il aimait tant, Trump a décroché, pour ne plus jamais poursuivre la négociation.

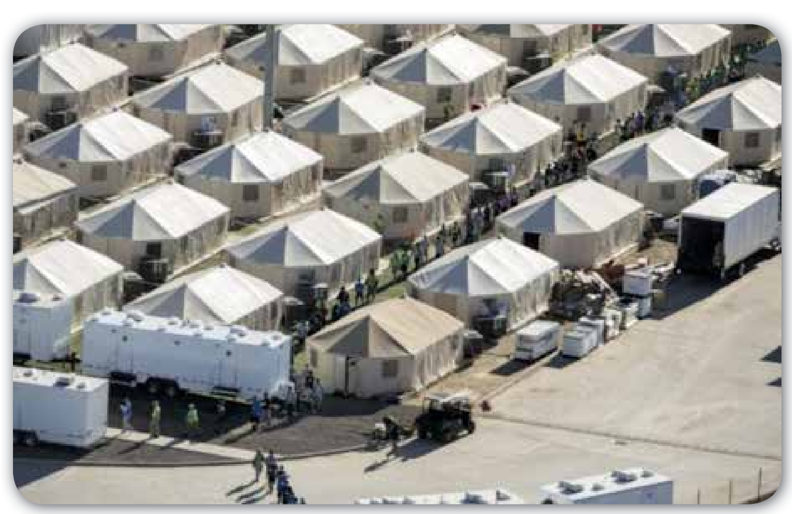
Peut-être vous rappelez-vous aussi que lorsque des images ont été diffusées dans le monde entier d'enfants syriens qui avaient été gazés avec des armes chimiques, l'indignation alléguée de Trump a servi à justifier sa première attaque contre un pays étranger. Il était très ému à ce sujet. « Je pense que c'est un affront à l'humanité. Inconcevable que quelqu'un puisse faire cela », a déclaré M. Trump au New York Times. « Ces enfants étaient si beaux. Voir ces scènes de ces beaux enfants en train d'être emportés ». Lors d'une conférence de presse avec le roi Abdallah de Jordanie, Trump n'a cessé de parler des "enfants innocents, bébés innocents, petits bébés ".

Il a fait un sacré spectacle. Je pense que les gens y ont peut-être même cru. Mais je soupçonne qu'à cette époque, Trump pensait encore que des gestes politiques ou des reportages qui le faisaient paraître cruel et insensible pouvaient lui nuire. À un moment donné, il a découvert qu'il peut nier que tout cela soit vrai, crier "fèqueniouz" et exiger que tout le monde le croie au lieu de croire ce qu'on voit de ses propres yeux. Et il semble qu'environ 40 % de la population est plus que disposée à le faire.

À l'heure actuelle, nous faisons face à un cauchemar à notre frontière sud. Le gouvernement torture essentiellement les enfants et leurs parents qui viennent chercher asile, fuyant des conditions épouvantables dans leur pays d'origine. M. Trump aime à s'attribuer le mérite d'avoir mis fin à la politique de séparation familiale qui a consterné la nation et le monde il y a quelques mois, prétendant que c'était une politique dont il avait hérité du président Obama et qu'il a arrêtée lorsqu'il en a entendu parler. (C'est un mensonge.)

Mais il y a encore des milliers d'enfants qui sont détenus auX USA bien au-delà du temps qu'il faudrait pour traiter leur dossier et les remettre aux parents qui les attendent presque toujours quelque part dans le pays. Et il est impossible d'ignorer le fait que punir ces enfants fait partie du plan visant à "dissuader" les réfugiés de demander l'asile. Certains d'entre eux sont en train de mourir. D'autres sont traumatisés. Ils sont tous détenus dans des conditions qu'aucun pays civilisé ne ferait subir même à des criminels endurcis.

Le New York Times l'a décrit ainsi dans un long article d'investigation publié au cours de la fin de semaine, dans le cadre d'un reportage sur le désormais célèbre camp de Clint, au Texas :



...un camp de concentration....

Des épidémies de gale, de zona et de varicelle se propagent parmi les centaines d'enfants qui sont détenus dans des cellules exiguës, ont indiqué des agents. La puanteur des vêtements sales des enfants était si forte qu'elle s'est répandue dans les vêtements des agents - les gens en ville se frottaient le nez quand ceux-ci quittaient le travail. Les enfants pleuraient constamment. Une fillette semblait assez susceptible d'essayer de se suicider pour que les agents l'obligent à dormir sur un petit lit devant eux, pour qu'ils puissent l'observer pendant qu'ils s'occupaient des nouveaux arrivants.

Ce n'est là qu'une des douzaines d'histoires, y compris les rapports des avocats et des médecins qui ont inspecté la station à la fin juin et qui ont déclaré avoir trouvé environ 250 bébés, enfants et adolescents enfermés pendant des semaines sans nourriture, eau et assainissement adéquats. (Le CPB, Service Des douanes et du contrôle des frontières, a déplacé la plupart des enfants de l'établissement de Clint lorsque l'histoire a éclaté, puis en a ramené une centaine peu de temps après).

Les entretiens avec les médecins qui ont été autorisés dans les camps sont durs à lire, car ils décrivent les dommages physiques et psychologiques que ces enfants subissent. Un inspecteur général du Département de la sécurité intérieure a visité cinq installations au Texas en juin et a publié un rapport indiquant que les enfants avaient peu de vêtements de rechange et pas de laverie, et que les enfants de deux des cinq installations de la région ne recevaient pas de repas chauds avant que les inspecteurs arrivent.

Le président qui prétend aimer tant les enfants avait ceci à dire : [citation manquante dans l'original, NdT]

Dans ce tweet, bien sûr, Trump plaide par inadvertance en faveur de l'asile. Si cette persécution est meilleure que ce que ces gens disent qu'ils fuient, ils ont une revendication légitime.

Notre président a aussi une solution : [citation manquante dans l'original, NdT]

Les enfants ne prennent pas cette décision. Malgré toutes ses larmes de crocodile pour les enfants et les "petits bébés", Trump se contente de

suite à la page(18)

Suite de la page (7)

devrait voir le jour concernant le socialisme et le syndicalisme en Haïti.

Par ailleurs, en plus des manuels d'histoire, qu'il avait déjà fait paraître, il a été publié, sous sa direction (utilisant son nom légal connu Michel Hector), l'ouvrage intitulé : Haití : la lucha por la democracia : clase obrera, partidos y sindicatos, avec la participation de Sabine Manigat, Jean L. Dominique, Puebla, Universidad Autónoma de Puebla, 1986.

Par la suite, il a publié d'autres textes et ouvrages. Parmi ceux-ci, on peut énumérer :

- Syndicalisme et socialisme en Haïti, 1932-1970, Port-au-Prince, Imprimerie Henri Deschamps, 1989 ;
- Crises et mouvement populaires en Haïti, Montréal, Éditions du Cidihca, 2000 ;
- Une tranche de la lutte contre l'occupation américaine. Les origines du mouvement communiste en Haïti (1927-1046), Port-au-Prince, Imprimeur, S.A, 2017 ;
- Révolution française et Haïti : filiations, ruptures, nouvelles dimensions, Port-au-Prince Société Haïtienne d'Histoire et de Géographie, Éditions Henri Deschamps, 1995.

Aussi, sous sa direction et celle de Laënnec Hurbon, est paru l'ouvrage : Genèse de l'État haïtien, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, Horizons américains, 2009.

Professeur Hector enseignait et publiait ses travaux en Français et en Espagnol. De même, il publia des travaux scientifiques en Créole- la langue la plus parlée en Haïti. La Revue de la Shhgg comporte ces articles en Créole du professeur. Par ailleurs, il a été publié sous sa direction, le texte suivant : Sou travayè agrikòl nan peyi a : yon ti istwa ak sou kè pwoblèm òganizasyon yo, s.l, Kiskeya Près, 1992.

Autre exemple, il a également écrit et publié, en Créole, l'article : « Akademi Kreyòl, Ki pwoblèm ? Ki defi ? Ki avni ?, Ak Kolòk Entènasyonal sou Akademi Kreyòl Ayisyen, Port-au-Prince, 26-29 octobre 2011 (sous la direction de Renaud Bernadin), Port-au-Prince, Éditions de l'Université d'État d'Haïti, 2013.

Il est rébarbatif de le mentionner, le professeur Hector a un grand nombre d'articles, qui sont publiés dans différents organes de presse en Haïti. De même, il a de nombreux travaux, qui sont éparpillés dans les revues spécialisées en Amérique latine (en particulier Mexique) et en Europe (notamment en France).

Tous ces articles, travaux et publications montrent bien que Michel Hector a été un historien, un historien consciencieux et un chercheur, qui a choisi le champ du populaire pour apporter un message nouveau dans l'historiographie haïtienne et dans le discours politique et social en Haïti.

3. Michel Hector : le citoyen engagé

Michel Hector a toujours été engagé pour les transformations socio-économiques en Haïti. De la même manière qu'il commença très jeune dans l'enseignement, il se jeta très tôt dans la militance politique. Il a fait ses premières armes dans les rangs du Mouvement Ouvriers Paysans (MOP) sous la houlette du leader politique Daniel Fignolé. A la chute du général Paul-Eugène Magloire en 1956, la crise politique était corsée. Dans les résolutions machiavéliques de cette crise, des protagonistes firent accéder, le 25 mai 1957, le leader populaire Fignolé à la présidence. Du jour au lendemain, Michel Hector se retrouva dans les allées du pouvoir. On ne sait pas trop de cet épisode de sa vie, car cet historien était peu bavard, pour ne pas dire circonspect, de ses succès ou de ses réussites personnelles.

Moins d'un mois après son ascension au pouvoir, le président Fignolé a été obligé de partir en exil, soit le 14 juin 1957, aux États-Unis d'Amérique. Dès lors, des partisans et les sympathisants de Fignolé, ceux et celles d'en bas, les subalternes ont été tués et assassinés. D'autres collaborateurs ont été ciblés, jusqu'à la répression la plus brutale. Ils entrèrent en clandestinité. Michel Hector était du nombre. Ce que l'on comprend maintenant de tout cela, c'est que la passation du pouvoir à Fignolé a été un stratagème de ses ennemis politiques pour mieux l'écarter de la scène ; ce leader avait un « rouleau compresseur », il pouvait mobiliser les foules gigantesques à la capitale, mieux que les 3 autres plus grands candidats d'alors (François Duvalier, Clément Jumelle et Louis Déjoie) à la présidence.

La forte mobilisation populaire écartée, en octobre 1957, Dr François Duvalier accéda à la présidence du pays, avec l'aide de l'Armée d'Haïti, dirigée alors par le général Antonio Thrasybule Kébreau. Le nouveau chef de l'État ne tarda pas à instaurer un régime de terreur. De 1957 à 1964, la dictature duvaliériste était déjà une réalité en Haïti. Le régime n'accepta pas d'opposition politique, de quelque nature que ce soit. Les opposants connaissaient la prison, l'assassinat politique, et le mieux l'exil. Entretemps, Michel Hector milita au sein des organisations politiques marxistes et marxisantes de l'époque, tout en poursuivant des activités syndicales et son enseignement dans les écoles. Plus tard, il co-fonda le Parti populaire de libération nationale (Ppln) ; il était l'un des maîtres à penser et le principal théoricien de ce parti. Dans ces circonstances, il était devenu une figure bien connue du monde syndical : formateur de syndicalistes et initiateur de syndicats un peu partout dans le pays. Par exemple, il a contribué à mettre sur pied le syndicat des employés de l'Électricité d'Haïti (Ed'H). Il milita également dans le monde enseignant. Désormais, il est recherché par le service d'intelligence du gouvernement, ciblé par les tenants et les sbires du régime. Il a eu la chance de s'échapper des filets du régime une première fois, une deuxième fois, une énième fois. Après un certain temps entretenu, malgré lui, dans la clandestinité, il parvint à laisser la terre natale.

Il s'est retrouvé, à un certain moment de la durée, à Cuba (où il a pu faire venir sa femme), puis en Europe (Pologne et en France). Il profita de son séjour en Europe pour parfaire sa formation académique. Finalement, il laissa la France pour le Mexique, après, semble t-il, un court séjour en Algérie. Dans le pays des Aztèques, il enseigna à l'Université Autonome de Puebla, où il a été nommé directeur d'un centre de recherches. Il passa plusieurs années à la tête de ce centre, jusqu'à son retour en Haïti, en 1986, à la chute de Jean-Claude Duvalier.

De retour en Haïti, à coté de l'enseignement à l'Université, il a mis sur pied, à la première Impasse Lavaud, au Bois-Verna, la Fondation Ulrick Joly. Une fondation, dédiée principalement à la formation des syndicats et des travailleurs. Ce fut à la fois une initiative louable et étonnante. A un moment, où bon nombre de personnalités de l'exil formaient des partis politiques pour la prise du pouvoir, Hector a consenti, lui, de miser plutôt sur la formation de la classe des travailleurs et des syndicalistes. Tout porte à croire que l'exil lui a fait voir et comprendre les choses du monde autrement. Il faut dire aussi que de 1950 à 1986 le monde avait beaucoup changé. La rivalité USA-URSS, depuis la guerre froide, avait changé de tonalités. Le camp soviétique chancelait déjà. En 1990-1991, ce fut l'effondrement du mur de Berlin.

La Fondation Ulrick Joly fonctionna, je crois, pendant une dizaine d'années. En fin de compte, Michel Hector a dû fermer ses portes, d'après moi, par faute de financement. Toutefois, pendant son fonctionnement, elle a rendu de grands services à la communauté nationale. Elle a œuvré à la formation et à la conscientisation politique des cadres intermédiaires et des porte-parole du mouvement social revendicatif de l'époque. On avait noté, au niveau même du discours, que les choix et les stratégies politiques de ces groupes sociaux ont été mieux exprimés dans l'espace public.

D'autre part, je dois mentionner qu'il y a un périple, dans la vie saccadée du professeur Michel Hector, qui crée des controverses dans le milieu universitaire : c'est son passage au Rectorat de l'Université d'État d'Haïti. Entre 1993-1996, il était nommé vice-recteur aux affaires académiques au sein d'un Conseil exécutif provisoire de gestion de l'Université d'État d'Haïti, composé du professeur Roger Gaillard (recteur) et de madame la professeure Marie-Carmel Paul-Austin, vice-rectrice aux affaires administratives. L'un des objectifs de ce Conseil était de réaliser la réforme de l'Université, que plusieurs secteurs, dont la Fédération nationale des étudiants haïtiens (Feneh), la toute puissante organisation d'étudiants d'alors, et des groupes de professeurs appelaient de leurs vœux. En 1994, avec le retour de l'ordre démocratique, entendez par là le retour physique du Président Jean-Bertrand Aristide au pouvoir, la réforme de l'Université se discutait âprement entre les sociaux et les partenaires de cette institution. Michel Hector, en tant que principal responsable des questions académiques, chapeautait cette reforme.

Plusieurs tentatives, prises par le Conseil de gestion, pour lancer la réforme, ont été contestées ou critiquées par des partenaires, qui avaient, pourtant, contribué à l'avènement de ce Conseil au Rectorat. Le Plan de réforme universitaire, proposé par le Rectorat, n'aboutit pas tout simplement. Le consensus n'y était pas, il y avait un blocage, voulu ou fomenté. Il n'y avait pas un groupe, socialement organisé au sein de l'Ueh, pour supporter le projet. En fin de compte, le ministre de l'Éducation nationale et de la formation professionnelle de l'époque, le professeur Emmanuel Buteau, se mettait de la partie ; le pouvoir politique de l'époque a voulu matérialiser la réforme de l'université, qu'on réclamait avec force et détermination depuis 1986 - il en faisait même une question d'honneur. Puisque le projet du Rectorat ne trouva pas d'adhésion nécessaire, le ministre faisait venir de France une équipe spécialisée en réforme de l'Université et en curricula. Après étude de terrain et des considérations diverses, cette équipe soumettait un projet de réforme, communiqué aux parties concernées. Un symposium de trois jours est prévu, du coté de la Côte des Arcadins, en vue de discuter ledit projet. Toutes les invitations sont lancées. Un jour avant la tenue du symposium, une manifestation de rue, assez sonore, sortant de l'une des facultés de l'Ueh, descend au Rectorat, au Bicentenaire, exigeant à tue-tête le retrait du projet de réforme. On scandait également : « A bas le conseil ». Ce fut une grande surprise, bien qu'il y ait eu dans la soirée, précédant la manifestation, des étincelles et des signes avant-coureurs. Dans cette manifestation de rue, à laquelle participaient une vingtaine d'étudiants et quelques professeurs, on avait constaté que la gauche s'opposait à la gauche. Le professeur Michel Hector était particulièrement visé dans cette contestation, organisée par des camarades de lutte. Le Conseil exécutif était secoué. Le palais national joua alors la carte de la prudence. Étant donné que des universitaires (qu'il pouvait considérer jusque-là comme des alliés) descendaient dans les rues, il désavoua le ministre de l'Éducation nationale, mit fin au projet de réforme de l'Université, mais il ne renvoya pas le Conseil exécutif de gestion. Le conseil resta en fonction jusqu'à l'avènement au pouvoir du président René Préval.

Professeur Michel Hector était sorti abattu de cette épreuve, mais pas battu. Il avait foi dans la capacité des gens à se dépasser et à faire ce qui est correct. En bon marxiste, il parla de la loi naturelle des contradictions dans une société démocratique. Il pensait que ses collègues de l'Université allaient reprendre la bonne voie et choisir le chemin de la réforme, pour faire avancer l'institution universitaire. Effectivement, un groupe de professeurs, des figures notoires de l'Université, après avoir fait échec au projet du « symposium Buteau », déclaraient, le plus sérieusement du monde, qu'ils n'étaient pas contre la réforme de l'Université, ils allaient se mobiliser et préparer un plan de réforme progressiste de l'Université dans moins de 3 mois. Nous étions alors en juillet 1995. Les plus patients d'entre nous attendent encore ce plan de réforme spéciale, qui doit révolutionner à tout jamais l'université en Haïti. On a le droit d'espérer. En Haïti, l'espérance fait vivre !

J'ai remarqué que le professeur Hector n'a pas gardé rancune à ces professeurs, qui ont fait dérailler, il y a 24 ans déjà, le beau projet de réforme de l'Université. Il était déjà un homme blanchi sur le harnais, il a dû connaître les gens et leurs pratiques politiques. Au cours des ans, il continua pas moins à côtoyer, discuter, travailler et collaborer avec ces collègues. A mes yeux, il a fait preuve d'abnégation et d'ouverture d'esprit. Ce fut aussi une forme d'engagement envers lui-même et les autres.

Toute sa vie, Michel Hector était un homme engagé, pour des changements dans son pays. Aussi, était-il un homme discipliné, rigoureux et courtois, malgré une allure de sévérité sur les mœurs. C'est qu'au niveau institutionnel, il voulait voir triompher les principes sur la facilité et la plaisanterie. Pourtant, il donna un traitement humain à tout un chacun, peu importe sa place dans la superstructure existante de la société.

Michel Hector : un mapou d'Haïti

Le professeur Hector a été un grand lecteur ; il me donnait toujours l'impression qu'il avait tout lu sur Haïti. Des classiques aux auteurs contemporains. Parmi les auteurs étrangers, il faisait référence à deux historiens marxistes, qui donnaient de l'horizon à sa propre œuvre. Pierre Vilar, historien marxiste français, qui semblait être son auteur préféré, parmi les contemporains, et E.P. Thompson, une figure emblématique de l'école marxiste britannique, historien de gauche célèbre, qui a travaillé, entre autres, sur le mouvement ouvrier en Angleterre.

Par ailleurs, il était un bon écrivain, un historien perspicace et intelligible. Disons qu'il avait une bonne plume. Il a manié la langue française avec dextérité. Je l'ai toujours considéré à la fois comme un esprit cartésien et un puriste de la langue française, style fin du XIXe siècle haïtien. Pourtant, son vocabulaire était bien moderne et son discours contemporain. Les courants historiographiques qu'il a suivis, en particulier l'École française des Annales, sont de notre temps.

Aussi, le professeur Hector a-t-il pratiqué l'humilité dans sa vie (pour rien au monde, il n'avait pas la grosse tête). Sans dire qu'il a rejeté le dogmatisme idéologique, surtout après son retour d'exil. Dans les débats, les

suite à la page(18)

Les travailleurs d'Amazon marquent le Prime Day par des grèves et manifestations !

Par Emily Stewart

Amazon doit faire plus que payer un salaire minimum de 15 $ pour rendre ses travailleurs heureux.



Les magasiniers d'Amazon au Minnesota sont en grève pendant l'une des plus grandes journées de vente de l'année de l'entreprise, le Prime Day

Les magasiniers d'Amazon au Minnesota sont en grève pendant l'une des plus grandes journées de vente de l'année de l'entreprise, le Prime Day. Ils exigent que l'entreprise assouplisse les quotas de productivité, convertisse davantage de travailleurs temporaires en employés d'Amazon et fasse davantage pour remédier aux blessures au travail.

Les travailleurs de Shakopee, Minnesota, qui est à environ 40 km au sud-ouest de Minneapolis, sont en grève pendant six heures et organisent un rassemblement l'après-midi devant l'entrepôt d'Amazon lundi, le premier des deux jours de rabais exceptionnels. La grève, dont Bloomberg a fait état la semaine dernière, n'aura probablement pas beaucoup d'impact sur les activités d'Amazon - qui a plus de 100 entrepôts aux USA - mais c'est encore un autre exemple de la volonté accrue des soutiers des grandes entreprises technologiques de dénoncer leurs employeurs. Cela indique également que la promesse faite par Amazon l'an dernier de payer un salaire minimum de 15 $ [=13€]n'est pas suffisante pour rendre ses employés heureux une bonne fois pour toutes. « Ces emplois devraient être sûrs, fiables et les gens devraient pouvoir compter dessus », a déclaré William Stolz, un travailleur en grève à l'entrepôt Shakopee d'Amazon, à Recode. Stolz, 24 ans, est picker (ramasseur, collecteur) à l'usine et y travaille depuis deux ans. « C'est très stressant mentalement ; c'est très stressant physiquement « , dit-il au sujet du travail.

Comme l'a fait remarquer Alexia Fernández Campbell sur Vox la semaine dernière, les magasiniers, qui « se plaignent depuis longtemps des conditions punitives de travail dans les centres d'exécution d'Amazon, sont mécontents de la décision récente de l'entreprise d'offrir des livraisons en un jour aux clients Prime » car cela ne manquera pas d'augmenter la pression et la vitesse de travail.

Les organisateurs ont estimé que plus de 100 travailleurs feraient la grève, mais le nombre réel de participants n'est pas clair. Les ouvriers d'entrepôt en grève sont rejoints par une poignée d'ingénieurs d'Amazon qui viendront par avion de Seattle pour participer à l'action. Parmi eux, Weston Fribley, un ingénieur en logiciel qui a été l'un des organisateurs d'une campagne de pression des employés d'Amazon pour mettre en œuvre un plan sur le changement climatique. L'initiative a échoué lors d'un vote des actionnaires en mai. « Nous considérons que ces questions sont très étroitement liées. À la base, les employés d'Amazon n'ont pas leur mot à dire dans les décisions qui affectent leur vie et leur travail », a déclaré Fribley à Recode. « Je pense que les travailleurs du Minnesota et nous-mêmes qui travaillons pour la justice climatique - je pense que nous comprenons que pour voir toutes ces améliorations se produire chez Amazon, nous devrons tous travailler ensemble ».

L'Awood Center, un organisme communautaire pour les travailleurs du Minnesota d'origine est-africaine, est le fer de lance de la grève de lundi. Le groupe a aidé les travailleurs d'Amazon à s'engager dans l'activisme auparavant - l'année dernière, ils ont obtenu d'Amazon qu'elle réduise la charge de travail pendant que les travailleurs musulmans jeûnaient pour le ramadan et ont convaincu l'entreprise de créer un espace de prière dédié aux employés. Les travailleurs du Minnesota ont été les premiers à s'asseoir et à discuter des conditions de travail avec la direction d'Amazon, et ils poussent toujours l'entreprise à s'améliorer. « Nous voyons que nos combats sont plus forts ensemble », a déclaré Abdirahman Muse, directeur exécutif de l' Awood Center, à Bloomberg la semaine dernière. Au-delà de l'Awood Center, le syndicat Service Employees International Union, les Teamsters (syndicat des transports) et la section du Minnesota du Council on American-Islamic Relations appuient la grève.

Stolz a dit que certains travailleurs qui avaient prévu de faire la grève semblaient avoir été "effrayés" http://tlaxcala-int.org/upload/gal_20656.jpgpar quelque chose et avaient décidé de ne pas faire grève, bien qu'il ne soit pas sûr de ce qui s'était passé. « Nous n'avons pas une majorité de travailleurs, mais nous avons décidé d'aller avec les travailleurs que nous avons qui sont prêts à prendre position au Prime Day, parce qu'il n'est pas nécessaire que tout le monde soit dans le coup pour envoyer un message fort », a dit Stolz à Recode.

À un certain niveau, la grève fonctionne ; elle attire l'attention nationale, y compris celle des candidats démocrates à la présidence en 2020, les sénateurs Elizabeth Warren (D-MA) et Bernie Sanders (I-VT). Dans le passé, les deux politiciens ont spécifiquement ciblé Amazon par des critiques.

Je soutiens pleinement la grève des travailleurs d'Amazon pour le Prime Day. Leur lutte pour des emplois sûrs et fiables nous rappelle une fois de plus que nous devons nous unir pour demander des comptes aux grandes entreprises. - Elizabeth Warren (@ewarren) 15 juillet 2019

Un salaire plus élevé n'est qu'une des composantes de la lutte pour les droits des travailleurs. Les travailleurs d'Amazon méritent des conditions de travail sûres, des horaires équitables et des exigences de production raisonnables. Je suis aux côtés des travailleurs d'Amazon MSP1 au Minnesota et de leur grève #PrimeDayAmazon ! Bernie Sanders (@BernieSanders) 15 juillet 2019.

Une grève pour le Prime Day est apparemment une première pour les magasiniers usaméricains d'Amazon . En Europe, cependant, les grèves d'Amazonie arrivent souvent. Pour Fernández Campbell : La grève prévue est un geste audacieux pour les magasiniers usaméricains qui, à la différence de leurs collègues européens, n'ont jamais organisé d'arrêt de travail lors d'une grande manifestation commerciale. En novembre, le Vendredi noir, les travailleurs des entrepôts Amazon en Espagne, en Allemagne et en France ont organisé des grèves et des manifestations en Italie et au Royaume-Uni. Une grève aux USA, où les travailleurs d'Amazon ne sont pas encore syndiqués, montre à quel point certains employés sont devenus frustrés et désespérés.

Lundi, les travailleurs d'Amazon en Allemagne sont également en grève pour exiger de meilleurs salaires. 3Si nos collègues de travail voient ce qui se passe ici et certains des succès qui en ont découlé... il sera plus efficace à mesure qu'un plus grand nombre de nos collègues se joindront à nous », a dit Fribley.

La porte-parole d'Amazon, Julie Law, a déclaré à Recode dans un courriel que l'Amazon Prime Day est devenu « une occasion pour nos détracteurs, y compris les syndicats, de sensibiliser les gens à leur cause ». Elle a également mis en avant le salaire horaire minimum de 15 $ d'Amazon et les avantages sociaux que l'entreprise offre à ses employés. « Si ces groupes - les syndicats et les politiciens qu'ils rallient à leur cause - veulent vraiment aider les travailleurs américains, nous les encourageons à concentrer leur énergie sur l'adoption d'une loi visant à augmenter le salaire minimum fédéral, car 7,25 $, c'est trop peu », a-t-elle dit.

Le PDG d'Amazon, Jeff Bezos, a annoncé l'automne dernier que l'entreprise commencerait à payer ses employés 15 $ l'heure. De nombreux critiques de l'entreprise, dont le sénateur Sanders, se sont félicités de cette décision, bien que Sanders ait continué à attaquer l'entreprise sur le plan des conditions de travail. (L'année dernière, il a baptisé un projet de loi Bezos, visant ce que l'on appelle le "bien-être des entreprises".) Même l'ancien vice-président Joe Biden, un candidat plus modéré dans la course de 2020, a critiqué Amazon.

Je n'ai rien contre Amazon, mais aucune entreprise tirant des milliards de dollars de profits ne devrait payer un taux d'imposition inférieur à celui des pompiers et des enseignants. Nous devons récompenser le travail, pas seulement la richesse. - Joe Biden (@JoeBiden) 13 juin 2019

Les travailleurs d'entreprises technologiques sont de plus en plus disposés à dénoncer leurs employeurs

La grève de lundi est le dernier exemple d'une tendance croissante des travailleurs de la technologie à parler publiquement de leurs désaccords avec leurs employeurs, tant sur les questions d'éthique que sur les politiques sur le milieu de travail. Jason Del Rey, de Recode, avait noté plus tôt cette année :

En avril dernier, des milliers d'employés de Google ont signé une lettre protestant contre le travail de l'entreprise pour le Pentagone. En novembre, plus de 20 000 employés de Google ont participé à un débrayage organisé à la suite d'un rapport explosif selon lequel la direction de l'entreprise avait versé 90 millions de dollars à un cadre supérieur qui avait été exclu en raison de plaintes pour inconduite sexuelle.

Les employés d'Amazon ont également interpellé la direction au cours de la dernière année sur des questions allant du manque de diversité au sein de son conseil d'administration à la vente de son logiciel de reconnaissance faciale à la police.

Et parfois, les travailleurs obtiennent des résultats, comme les travailleurs d'Amazon au Minnesota l'ont fait dans le passé. Ils attirent certainement l'attention : Lundi, le hashtag #PrimeDayAmazon s'est fait viral sur Twitter. Mais les gens gazouillaient aussi sur #AmazonStrike et encourageaient les consommateurs à boycotter les ventes du Prime Day en signe de solidarité pour les travailleurs.

VOX 15 juillet 2019
Traduit par Fausto Giudice
Tlaxcala 16 juillet 2019

Les États-Unis et Israël vont piller le pétrole de la Syrie occupée



Les États-Unis ont autorisé leurs mercenaires kurdes présents au Nord de la Syrie à y exploiter le pétrole et à le vendre à Israël.

Le quotidien libanais Al-Akhbar a publié la lettre de mission de l'homme d'affaire israélien Mordechai Kahana. Dans un premier temps, les portes-parole du gouvernement fantoche du « Rojava » ont nié l'information. Puis Mr Kahana l'a confirmé dans la presse israélienne (et non pas US), spécifiant qu'il n'agissait pas en tant qu'Israélien, mais qu'États-unien. Au demeurant, si tel était le cas, le Pentagone violerait les Conventions de Genève qui interdisent à toute puissance occupante de piller les ressources du pays qu'il occupe (ce qu'avaient fait Daesh et la Turquie auparavant).

Si les réserves découvertes d'hydrocarbures couvrent toute la Syrie, 90 % des puits de pétrole en état de fonctionner se trouvent dans la zone occupée par les troupes états-uniennes et françaises.

Le « Rojava » est un pseudo-Kurdistan situé en territoire syrien et en dehors de l'espace attribué par la Commission King-Crane de 1919 et approuvé par le Traité de Sèves de 1920. Durant l'agression occidentale contre la Syrie, les États-Unis ont procédé à un nettoyage ethnique, expulsant les populations chrétiennes et arabes et encourageant l'immigration kurde de Turquie et d'Iraq.

Mordechai Kahana a participé à l'émigration de juifs syriens durant l'agression occidentale de 2011. Il a financé les voyages du sénateur John McCain en Syrie et restauré des synagogues dans le pays.

Selon la presse libanaise, il était un des responsables du programme israélien de création d'une zone tampon à la frontière israélo-syrienne. Il s'agissait d'instituer un « Druzistan » autour du major syrien Khaldoun Zeineddine sur le modèle du « Kurdistan » au Nord du pays. Mais ce projet n'a jamais vraiment fonctionné faute de Collaborateurs.

Réseau Voltaire 16 juillet 2019

Suite de la page (4)

sous-titrées en anglais diffusées sur Youtube et sur certaines chaînes de télévision locales haïtiennes et étrangères.

Le consortium était composé de 5 entités : le Groupe Médialternatif/ AlterPresse, la Société d'Animation et de Communication Sociale (SAKS), des Étudiants de la Faculté des Sciences Humaines de l'Université d'État d'Haïti (UEH), et les journalistes du Réseau des Femmes des Radios Communautaires Haïtiennes (REFRAKA) et de l'Association des Médias Communautaires Haïtiens (AMEKA), structure regroupant les membres des radios communautaires à travers tout le pays.

Des enquêtes ont permis, d'une part, d'exposer des mauvaises pratiques, comme, par exemple les millions distillés et gaspillés dans des « T-shelters », l'exploitation illégale de l'or par des sociétés canadiennes et américaines, la non-reconstruction des logements, la corruption dans la distribution de l'aide alimentaire, la mise en œuvre d'un programme de plusieurs millions de dollars de la Banque mondiale qui fragilise le tissu social au lieu d'encourager les structures démocratiques, etc.

Des investigations ont également été conduites sur les projets financés par le fonds Petrocaribe : dossiers 21 et 39.

Le livre est publié par la Fondation Connaissance et Liberté (FOKAL), l'une des organisations qui ont financé le consortium. Il constitue la première collection d'enquêtes journalistiques haïtiennes. Il a été lancé le 18 janvier 2019 lors d'un événement organisé à ladite fondation et d'un atelier de deux jours sur le journalisme d'investigation.

Contact : Jane Regan
Ancienne coordonnatrice de Ayiti Kale Je
akj.hgw.2019@gmail.com

Jenny, Karl, Engels, et le fils du grand homme !

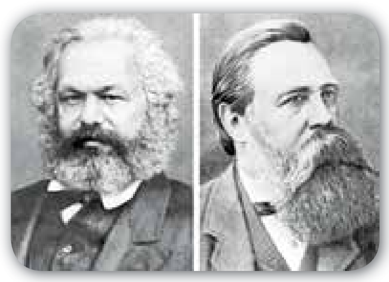
Par André Charlier

Karl Marx avait fait un gros garçon à sa petite bonne. L'Histoire ne dit pas qu'il l'avait en aucune manière violée; quelqu'un aurait probablement été trop heureux de le clamer, si cela avait été le cas. Il avait trouvé la jeune fille jolie, elle avait été sensible à sa grande intelligence, et ce qu'ils avaient voulu tous les deux était arrivé. Aucun mystère: cela arrive tous les jours. Mais comme à l'époque, il n'y avait pour ainsi dire pas de contraception, elle était tombée enceinte, avait porté leur enfant et l'avait fait: un garçon, tout le portrait de son papa, selon Engels, l'ami de toujours de Marx.

Un grand révolutionnaire ne cesse pas pour autant d'être un homme, un mâle de l'espèce humaine, et par conséquent, sensible au charme des femmes. Que ce soit la Nature ou Dieu, ou quelque malin génie la cause, nous sommes programmés pour cela.

Engels ne reprocha pas à son ami d'avoir fait l'amour avec sa bonne. Homme, il savait que cela aurait aussi pu lui arriver à lui; ce d'autant plus qu'il n'y avait eu d'autre contrainte que le désir, et que celui-ci, chacun le sait, parle souvent plus fort que la raison.

Ce qu'il lui reprocha certes, ce fut de ne pas s'occuper de son fils, comme il aurait dû. Homme d'une haute tenue



Karl et Engels

morale, il pensait qu'un homme qui fait un enfant à une femme DOIT en prendre soin. Et il avait raison.

Pourquoi Marx, lui-même passablement à cheval sur les principes, ne fit-il pas ce qu'il fallait faire pour son fils?

Tout simplement, il fut faible pour sa Jenny, son épouse, la mère de ses trois filles, dont la réaction fut violente: elle avait tout donné à son Karl, et amoureuse de lui jusqu'à son dernier souffle, elle ne pouvait comprendre qu'il en ait pris une autre, bien plus jeune de surcroît, et lui ait fait un fils, ce qu'elle n'avait pu lui donner, en cet âge ridicule où avoir un fils était le plus cher désir de tout parent…

Pour la garder, Marx fit l'impasse sur son fils et sa mère. Il les abandonna. Engels le lui reprocha carrément, et mit en cause "les préjugés aristocratiques" de Jenny. Que celle-ci avait certainement, car fille de noblesse – elle s'appelait Jenny *von* Westphalen, et von, la particule, veut dire noble – elle avait les qualités et les défauts de sa caste, dont le courage et le sens de l'honneur: son mari avait porté atteinte à celui-ci, et c'est le genre d'affront qu'un noble, homme ou femme, doit laver dans le sang. Il ne lui fut pas facile de pardonner, et si elle le fit, ce fut parce qu'elle l'aimait plus que tout au monde, et ne voulait pas vivre sans lui.

En cette occasion, le grand homme fut faible. Il avait fait des sacrifices toute sa vie. Il avait connu et accepté la misère, l'exil, le renoncement à tous les avantages dont peut bénéficier un savant de son envergure, parce qu'il avait une mission et ne renoncerait jamais à l'accomplir *per fas et nefas.* Il savait, comme tous les grands hommes, qu'il n'y a que des obstacles à n'en plus finir, sur le chemin des étoiles. *Per aspera, ad astra…*

Mais ce sacrifice-là, renoncer à sa Jenny, à l'amour de sa vie, il ne pouvait ni ne voulait le faire. Parce que c'était elle, et parce que c'était lui. La quitter, pour lui, aurait été pire que perdre ses deux bras, ou ses deux jambes. La femme qu'on aime devient une partie de vous-même, l'un de vos membres. Vous l'appelez "mon coeur", "ma vie", "mon trésor", et vous savez pourquoi. Elle est l'air que vous respirez, et la simple pensée de la perdre vous fait mal à en mourir.

Entre autres, la perdre pour de bon est l'équivalent terrestre de l'Enfer. Je le dis parce que je le sais.



Frederick Engels, Karl Marx et sa famille

Marx avait cette qualité qu'il allait toujours tout au fond des choses. Il ne s'attardait pas aux feuillages de l'arbre: il en déterrait les racines. C'est comme cela qu'il a, le premier, mis à nu les fondements du mouvement historique, et, ce faisant, le noyau, l'essence du capitalisme. Et c'est aussi cette qualité qui lui fit abandonner son fils, et la mère de celui-ci, pour garder Jenny.

Une grande qualité peut se changer en son contraire, sous certaines circonstances. La loi de la contradiction est ce qu'elle est: universelle et permanente.

Heureusement pour le fils de Marx et sa mère, Engels, qui était toujours là lorsqu'il le fallait, prit la suite et les secourut. Mais que Marx n'ait jamais donné à son enfant un peu d'affection ne lui fait pas honneur. Les grands hommes commettent toujours de grandes injustices…

Friedrich Engels, que souvent l'on néglige, n'était pas n'importe qui. Bon théoricien, homme de science, il était aussi remarquable militaire. Pendant les révolutions européennes de 1848, il alla au feu sans sourciller, comme tout Allemand qui se respecte. Il aurait fort bien pu se faire tuer. Cela arriva à nombre de révolutionnaires. Plus tard, il fut l'un des premiers à faire remarquer que face aux armes à répétition et aux canons à tir rapide , ni les barricades, ni l'assaut frontal d'infanterie, ni la charge de cavalerie, n'avaient plus aucun sens. Toutes les armées du monde paieraient cher pour l'apprendre, en août 1914…

Engels ne se maria jamais. Comme bien des révolutionnaires du XIXe siècle, il ne croyait pas aux sacrements de l'Eglise. Mais, homme normal, il eut une compagne. Toujours la même, et la seule. Lorsqu'elle mourut – de maladie – il ne s'intéressa plus jamais, sentimentalement et sexuellement, à aucune personne du beau sexe.

Il l'avait aimée, elle érait morte, il l'aimait toujours. *Car l'amour vrai est plus fort que la mort.*

9 juillet 2019

Suite de la page (15)

laisser souffrir tous ces enfants pour pouvoir "envoyer un message" à leurs parents désespérés.

Il y a des douzaines de témoins de ces événements. Les principaux journaux ont fait des reportages d'enquête approfondis, y compris des entrevues avec des agents de la patrouille frontalière qui s'occupent de ces installations depuis des années. Même si les autorités ont refusé d'autoriser l'entrée de caméras dans les installations et que les seules photos sont celles qui ont été sorties en contrebande, il n'y a aucun doute que cela se produit. L'inspecteur général l'a admis.

Pourtant, au cours de la fin de semaine, le directeur intérimaire de la Sécurité intérieure, Kevin McAleenan, a déclaré sur ABC qu'il n'acceptait pas les rapports faisant état de conditions insalubres et d'une pénurie de nourriture et d'eau. Il a affirmé que les problèmes de surpeuplement ont été réglés et qu'il y a beaucoup moins d'enfants dans les camps que le mois dernier.

Comme par hasard, Trump a soudainement décidé qu'il voulait en ouvrir certaines aux médias. Il a annoncé dimanche : « Ce que nous allons faire, c'est que je vais commencer à montrer certains de ces centres de détention… à la presse. Je veux que la presse aille les voir ».

Cela ne m'étonnerait pas du tout que les officiels aient réussi à déménager la plupart des enfants et à nettoyer certains des camps, à la Villages Potemkine [un truc classique et éprouvé dans le bizness des camps de concentration : voir le « camp-vitrine » nazi de Terezin, monté pour calmer la Croix-Rouge, NdT]. De temps en temps, l'attaque de Trump contre la réalité lui demande de faire ses preuves. Je suis sûr qu'il y aura des photos de petits enfants souriants et en santé qui mangent de la crème glacée et jouent avec des jouets.

Pendant ce temps, dans une autre ville frontalière, la misère s'aggrave : Je pense que c'est probablement le but de l'opération.

NdT

DACA : L'Action différée pour les arrivées enfants (en anglais : Deferred Action for Childhood Arrivals a été un dispositif de politique migratoire mis en place par le gouvernement Obama en juin 2012. Le DACA permet à certains immigrants mineurs entrés illégalement sur le territoire US, de bénéficier d'un moratoire de deux ans sur leur expulsion et à l'éligibilité d'un permis de travail. Pour y être éligible, les demandeurs de ce statut doivent être arrivés sur le territoire US avant l'âge de 16 ans, être âgés de moins de 31 ans au 15 juin 2012, présents continuellement aux USA depuis 2007, et ne pas avoir eu de condamnation grave. Les demandeurs doivent également posséder un diplôme d'un niveau équivalent du baccalauréat, ou à défaut avoir été engagé dans l'armée.

Salon.com 8 Juillet 2019
Merci à Tlaxcala 16 Juillet 2019

Suite de la page (16)

discussions et la recherche, il a stimulé des réflexions nouvelles et de nouvelles perspectives dans la compréhension d'un problème de société.

Voilà ce que je peux signaler, à l'instant, à l'occasion de la disparation de l'historien Michel Hector. Je pourrais ajouter d'autre chose, mais, n'étant pas en Haïti, pour le moment, la documentation nécessaire me manque.

Ce qu'on peut retenir, en filigrane, avec la mort de Michel Hector : nous avons perdu tous un peu de sa lumière et de son expérience. Toutefois, son œuvre restera comme un réconfort, pouvant nous guider, d'une façon ou d'une autre.

Il est parti, il a droit à notre respect et à des hommages. Michel Hector c'est plus de 60 ans de vie pour le Changement social en Haïti. Il a contribué, par son enseignement de tous les jours, sa pensée politique, et ceci au-delà des fanfaronnades médiatiques, à changer notre vision des choses et nos rapports quotidiens avec nos proches, nos voisins, nos semblables et nos compatriotes moins fortunés que nous. Michel Hector nous a montré qu'avant de se déclarer révolutionnaire, il faut être d'abord humaniste. Son message lumineux continuera au-delà du temps.

Pour reprendre les propos d'un collègue : « Il est parti, avec toute sa lucidité, toute sa clairvoyance, toutes ses préoccupations, qu'il partageait très souvent avec nous. Mais, il laisse à notre disposition une œuvre, que nous aurons toujours du plaisir à lire et à relire, à méditer, mais aussi et surtout à diffuser auprès de la nouvelle génération, qui en a tant besoin. Nou p ap janm bliye w ».

Professeur Hector était un véritable mapou dans notre monde académique et intellectuel.

Tous les historiens, formés dans la profession à l'Ens, lui doivent quelque chose. Soit à travers son enseignement, ses conférences, soit à travers ses travaux de recherche. D'ailleurs quelconque le grade académique qu'on a pu recevoir à l'étranger, on revient tout gentil en face du professeur Hector. On le contacte, on veut avoir son opinion sur un point d'histoire, sur une question en débat. A ce titre, Hector était l'historien de tous les historiens, surtout des jeunes historiens. Il était aussi disponible pour tous les autres : professeurs, cadres, professionnels, chercheurs et des discutants de tous les horizons. A plusieurs reprises, je l'ai vu discuter avec des écrivains et des personnalités de renom, réviser leurs travaux et prodiguer des conseils.

A bien des égards, on peut considérer que le professeur Hector a une vie accomplie. Il a toujours marié la compétence intellectuelle et la militance politique. Il n'a jamais renié ses convictions politiques. Dès sa prime jeunesse jusqu'à sa mort. Ce qui m'a toujours frappé en lui. Son dernier ouvrage : Une tranche de la lutte contre l'occupation américaine. Les origines du mouvement communiste en Haïti (1927-1046), en témoigne.

Le professeur Hector a pioché et ensemencé un grand nombre de champs, durant son passage sur la terre. Sur le plan personnel, des récoltes ont été jusque-là satisfaisantes. Sur le plan macro, du relèvement national, d'autres récoltes attendent de s'épanouir et apporter des fruits, qu'il a toujours espérés, pour transformer l'humaine condition en Haïti.

Watson Denis, Ph.D
watsondenis@yahoo.com
Professeur de pensée sociale haïtienne, d'histoire de la Caraïbe et de relations internationales à l'Ueh.
Secrétaire -général de la Shhgg

Suite de la page (20)

son père de lui apprendre à jouer le morceau en question. Après l'avoir bien maitrisé quelque temps plus tard, bien d'autres pièces savantes s'ensuivent au fil du temps. Depuis lors, la guitare devient l'objet de ses plus intimes explorations. Durant la deuxième décennie de l'épopée de la généra-tion ***mini,*** Y.C et le « Super Soline » ont fait rifi sur un public qui n'entendait que par eux dans les zones du Bas- Peu-de Chose et du Centre -Ville. Spécialement, dans leur fief des clubs : '' L'Amical" et ''Canne à Sucre" dans les enclos de Martissant et de Carrefour.

C'est dans ce raz-marée de cordes pincées et flopées, marqué par les assauts solistes des : Sergo, Tiplum, Martino, Dadou, Edward, Wooley etc. que Doudou, lui, a porté son groupe à coups de griffes intermittentes. Au gré d'un style très personnel qui l'habite et le porte à ne jamais reprendre un solo de la même façon, comme un ''jazzman". Fort d'un phrasé se répandant comme une extension schématique, parée de thèmes multiples. Lesquels, il a emballé dans un paquet multicolore. Soliste achevé, son flair d'improvisateur l'a campé parmi les élaborateurs des sonorités périphériques qui ont su transiter sur un même tempo, dans des scenarios appropriés, fort d'un doigté impardonnable. Compositeur prolifique, il signait les morceaux les plus en vogue du groupe tels ***: Soline***, (qui devient le nom du groupe, après que celui des « Fantaisistes » leur fut réclamé par les ''ayant-droit").

Entre autres compositions à succès, on compte : ***Célibataire, Madame, Pop-Soline, Divinité, Se Gérard ou rele ?*** etc. Qui ne se souvient pas de ses déhanchements harmoniques aux saveurs bucoliques, parés du refrain :*" Cheri, ou fè m pè w, ou pa nan katon an…"*. Autre statistique d'un nombre croissant fuyant Haiti comme de la peste. Il laisse le pays dans la demie des années 1970 pour Boston, puis New-York. Il prit un peu de recul pour rebondir à la fin des *seventies* avec le « Thamad Fever » de Smith Jn. Baptiste dans une collaboration éphémère. Pour ensuite s'adonner à la formation du « Clinic band » ; faisant appel à des renforts comme : Pascal Albert, Dr. Black, Guy Glémaud et autres. Cette tentative aussi n'a pas fait mouche ; ce qui semblait être son dernier baroud. Pour finalement se retirer dans sa retraite à Port-Charlotte en Floride.

Mais, face à l'isolement d'une contrée où les musiciens sont rares, il a dû reprendre le tablier pour superviser les jeunes aspirants. Et, éventuellement, il a mis sur pied son propre combo de fortune pour amuser la galerie, de sa marque indélébile. Il est vrai aussi que sa touche a muté vers des sobriétés symétriques et des accords diminués. Et autant de subtilités des paramètres *post global* qui en ont fait un guitariste accompli.

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

REAL ESTATE ATTORNEY; Buy/Sell Real Estate Broker. PROBATE/CRIMINAL/ WILLS/ BUSINESS MATTERS - Richard H. Lovell, P.C., 10748 Cross Bay Blvd. Ozone Park, NY. 718-835-9300; www.LovellLawNewYork.com

AUTO DONATIONS

Donate your car to Wheels For Wishes, benefiting Make-A-Wish. We offer free towing and your donation is 100% tax deductible. Call (917) 336-1254

EDUCATION

Mega Institution Mixte. Mission d'Education pour les générations de l'Avenir. Lilavois 53, Plaine du Cul de Sac, Haiti. Ecole Primaire et Bilingue. Fondateur : Jean L. Vallon, M.S. EDU, Tel : (011509) 3813-1107. Email : levallon@aol.com, vjeanlesly@yahoo.com

EDUCATION /CAREER TRAINING

AIRLINE CAREERS Start Here - Get trained as FAA certified Aviation Technician. Financial aid for qualified students. Job placement assistance. Call AIM for free information 866-296-7094.

FINANCE

Denied Social Security Disability? Appeal! If you're 50+, filed for SSD and denied, our attorneys can help get you approved! No money out of pocket! 855-478-2506

HEALTH

Finally, affordable hearing aids!! High-quality Nano hearing aids are priced 90% less than other brands. Buy one/get one free! 60-day free trial. 866-251-2290

HEALTH

VIAGRA & CIALIS! 60 pills for $99. 100 pills for $150 FREE shipping. Money back guaranteed! Call Today: 800-404-0244

HEALTH

Try "SOUL," the anti-oxidant power supplement made from seeds! Banish pain, reclaim youth, inject energy. Packets: $4 each. Box of 30: $78. Two boxes: $143. Call (305) 610-6913 or visit www.myrainlife.com/rejuvenation.

HELP WANTED

Jetco Shipping needs DRIVERS to pick up barrels and other items for shipment to Haiti. Good pay! Flexible hours! Call Victorin, 347.998.7112.

HELP WANTED

Driver Tractor Trailer & Owner Operators Wanted, for Container Work, 3 Years Pier Experience Required, CDL Class A Licence, Clean Record, Twic Cart Required. Good Pay, Steady Work, Please Call Gabriel or Mark (973) 690-5363 or Inquire Within 187-189 Foundry St. Newark, NJ 07105

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HELP WANTED

JOB OPPORTUNITY $18.50 P/H NYC $15 P/H LI $14.50 P/H UPSTATE NY If you currently care for your relatives or friends who have Medicaid or Medicare, you may be eligible to start working for them as a personal assistant. No Certificates needed. (347)462-2610 (347)565-6200

HELP WANTED

The U.S. Census Bureau is now recruiting thousands of Census Takers in your area. Nobody knows your community better than you! Visit 2020census.gov/jobs to learn more!

MISCELLANEOUS

A PLACE FOR MOM has helped over a million families find senior living. Our trusted, local advisors help find solutions to your unique needs at no cost to you. Call: 1-800-404-8852

MISCELLANEOUS

DISH TV $59.99 For 190 Channels + $14.95 High Speed Internet. Free Installation, Smart HD DVR Included, Free Voice Remote. Some restrictions apply. 1-800-943-0838

SERVICES

COMPUTER ISSUES? FREE DIAGNOSIS by GEEKS ON SITE! Virus Removal, Data Recovery! 24/7 EMERGENCY SERVICE, In-home repair/On-line solutions . $20 OFF ANY SERVICE! 844-892-3990

TV INTERNET PHONE

Get DIRECTV! ONLY $35/month! 155 Channels & 1000s of Shows/Movies On Demand (w/SELECT All Included Package.) PLUS Stream on Up to FIVE Screens Simultaneously at No Additional Cost. Call DIRECTV 1-888-534-6918

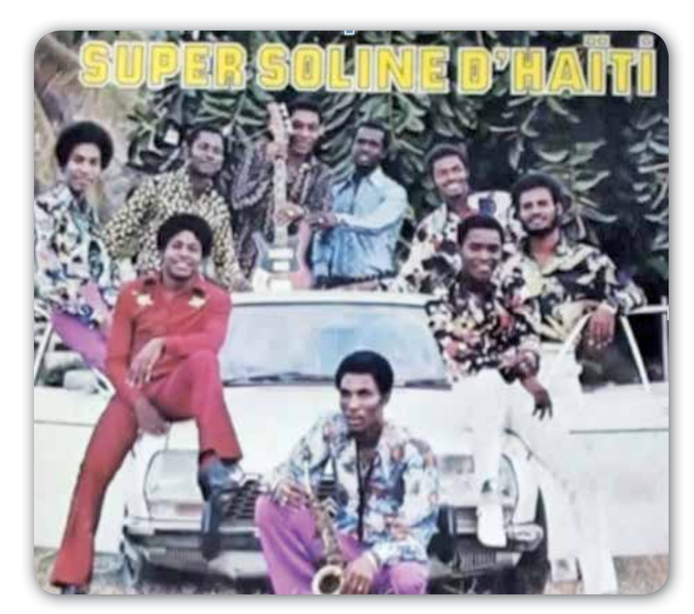
TV INTERNET PHONE

Spectrum Triple Play! TV, Internet & Voice for $99.97/mo. Fastest Internet. 100 MB per second speed. Free Primetime on Demand. Unlimited Voice. NO CONTRACTS. Call 1-855977-7198 or visit http://tripleplaytoday.com/press

Pleins Feux Sur : Yves « Doudou » Camille (Port-au-Prince, 1950)

Par Ed Rainer Sainvill

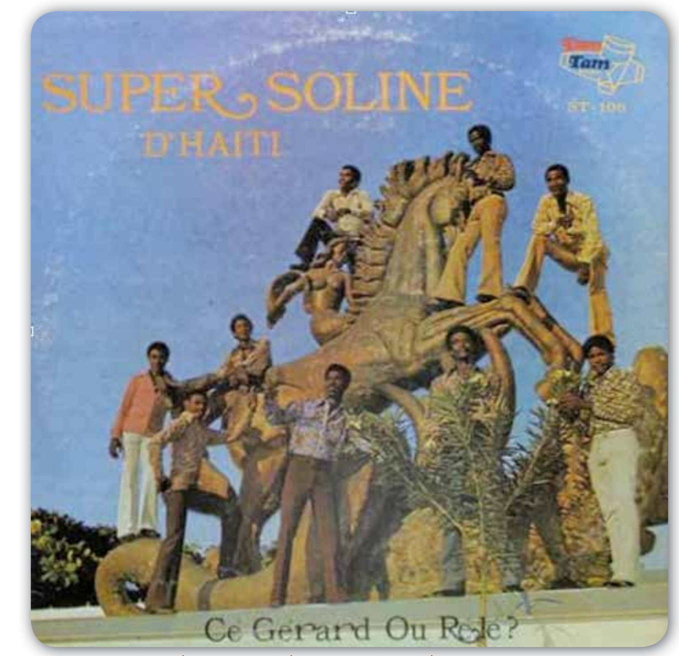
« Un précurseur breveté »



Doudou de son côté n'aura influencé autant les sonorités de la musique ambiante contemporaine. De même qu'une lignée de guitaristes qui se sont bien inspirés de ses cordes pincées. Cependant, son groupe aux appellations successives : « Les Vautours », « Samba Jazz », « Fantaisistes d'Haïti » et « Super Soline », qui ne se sont jamais imposés parmi les groupes phares de l'époque ont reçu peu d'attention. Ce qui ne lui a pas fait justice. Guitariste aux doigts intelligents, ses*" riffs"* rayonnants d'accords matriculés de vives accélérations avaient fait de lui un novateur d'un '*'groove"* rustique. Musicien autodidacte, tout a débuté pour lui avec la saveur d'une sonorité matinale de la guitare classique de son père ; laquelle a constitué sa prière quotidienne, avant de quitter la maison.

Dès cet instant ''Doudou" s'est dédié à la musique. Notamment, avec l'obsession de cet air de la guitare classique de son père Herman Camille, pouvant l'atteindre jusqu' aux tripes. C'est ainsi qu'un matin juste qu'avant de prendre le chemin de l'école, il demande à

suite à la page(19)



Bass : Bernard Raymond, Drums : Robert Fortuna, Guitare: Max Raymond et Yves Camille, Percussion : Eddy Hubert et Frantz Rodriguez, Saxophone : Claude Raymond et Vocals : Jude Merilus et Serge Paul